



Assemblée générale

Distr. générale
24 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 150 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

Rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits	6
C. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays	24
D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	24
III. Exécution du budget	48
A. Ressources financières	48
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	49
C. Évolution des dépenses mensuelles	49
D. Autres produits et ajustements	50
E. Contributions non budgétisées	50
IV. Analyse des écarts	50
V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique	53
VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	56
VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/295	56



Résumé

La corrélation entre les dépenses et les objectifs de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 est mise en évidence dans le tableau axé sur les résultats qui présente une analyse pour la composante Appui.

Pendant l'exercice, le Service de la chaîne d'approvisionnement de la Base de soutien logistique a facilité divers projets d'assistance technique en matière de génie et d'environnement menés dans les opérations de maintien de la paix et concouru à la planification de la demande et des acquisitions, à la recherche de fournisseurs et aux activités d'appui. Il a également facilité le démarrage, le retrait progressif et la liquidation de certaines opérations, notamment en accompagnant le retrait et les activités qui ont précédé la liquidation de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, en donnant des conseils sur la cession du matériel et en soutenant la mise à jour des inventaires et le rapprochement des données.

En ce qui concerne l'informatique et les communications, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications de la Base de soutien logistique a continué de fournir des services de connectivité, d'hébergement et de suivi au niveau mondial et n'a cessé d'améliorer ses infrastructures et d'offrir aux missions des services de suivi des événements. Il a également géré des plateformes mondiales de données géospatiales et fourni des services de cartographie.

Les unités hébergées du Département des opérations de paix ont continué de s'acquitter de leur mission. La Force de police permanente a participé à des évaluations, contribué au renforcement des capacités des missions, fourni un appui au démarrage de certaines missions et aidé les pays fournisseurs de personnel de police à se préparer au déploiement. Le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires a, entre autres, soutenu les plus grandes opérations de maintien de la paix, y compris en accompagnant les réformes du secteur pénitentiaire et du secteur de la sécurité, en soutenant l'action menée contre la criminalité aux effets déstabilisateurs, en procédant à des évaluations concernant la transition des institutions chargées de l'état de droit ainsi qu'en aidant à planifier et à concrétiser cette transition.

Le Centre stratégique des opérations aériennes, unité hébergée de la Division de la logistique du Département de l'appui opérationnel, a assuré l'exploitation des neuf appareils affectés au déploiement et à la relève des contingents, en plus du suivi et du contrôle de tous les mouvements aériens stratégiques. Il a également administré les contrats d'affrètement des appareils de réserve. L'autre unité hébergée du Département de l'appui opérationnel, le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, a facilité l'approbation des dossiers de recrutement et procédé à la vérification des références des candidates et candidats sélectionnés pour toutes les opérations des Nations Unies.

Pendant l'exercice considéré, la Base de soutien logistique des Nations Unies a continué de jouer un rôle essentiel en ce qui concerne la stratégie de continuité des opérations du Secrétariat, se servant des infrastructures informatiques réunies à Brindisi et à Valence (Espagne) pour fournir des services technologiques au Secrétariat dans son ensemble. Elle a tiré parti des stocks pour déploiement stratégique pour réagir avec souplesse et se procurer des fournitures et du matériel médical, comme des équipements de soins intensifs, des tests de dépistage du virus à l'origine de la COVID-19, des vaccins et des équipements de protection individuelle. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a centralisé les demandes au niveau

mondial et géré la réception des biens par l'intermédiaire de ses équipes chargées de la gestion centralisée des stocks.

Les dépenses de fonctionnement de la Base de soutien logistique pour l'exercice considéré se sont élevées à 62,1 millions de dollars, soit un taux d'exécution du budget de 100,0 % (contre 63,3 millions de dollars pour l'exercice 2019/20, soit un taux de 99,8 %).

Le dépassement des crédits au titre du personnel civil (3,1 millions de dollars) a été compensé par une sous-utilisation des crédits au titre des dépenses opérationnelles (3,1 millions de dollars). Le dépassement tient principalement au fait que les traitements du personnel recruté sur le plan national et les indemnités de poste versées au personnel recruté sur le plan international ont été plus élevés que prévu en raison de la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro et que, rapportés aux taux de vacance autorisés pour le personnel recruté sur le plan international, les taux de vacance moyens effectifs ont été moins élevés que prévu. La sous-utilisation des crédits pour les dépenses opérationnelles tient principalement au fait que la Base a revu les priorités pour les activités qui avaient été approuvées de façon à compenser le dépassement des crédits au titre du personnel civil et que des voyages ont été annulés du fait des restrictions tenant à la pandémie.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	41 287,3	44 421,2	(3 133,9)	(7,6)
Dépenses opérationnelles	20 770,9	17 631,9	3 139,0	15,1
Montant brut	62 058,2	62 053,1	5,1	—
Recettes provenant des contributions du personnel	6 142,0	6 883,9	(741,9)	(12,1)
Montant net	55 916,2	55 169,2	747,0	1,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	62 058,2	62 053,1	5,1	—

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Effectif approuvé ^a	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Personnel recruté sur le plan international	139	118	15,1
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	305	290	4,9
Emplois de temporaire soumis à recrutement international ^c	2	2	—

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le présent rapport rend également compte de la situation concernant les stocks pour déploiement stratégique pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, comme l'a demandé l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution [56/292](#).

Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021)

<i>Catégorie</i>	<i>Stocks distribués</i>	<i>Dépenses</i>
Stocks pour déploiement stratégique	29 433,9	28 608,5

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section VI du présent rapport.

I. Introduction

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 2 mars 2020 ([A/74/730](#)), le projet de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (exercice 2020/21) s'élevait à un montant brut de 62 852 300 dollars (montant net : 56 706 800 dollars). Il couvrait le déploiement de 139 personnes recrutées sur le plan international, de 306 personnes recrutées sur le plan national et de 2 personnes recrutées sur le plan international et occupant des emplois de temporaire.
2. Dans son rapport du 23 avril 2020, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre des crédits d'un montant brut de 62 638 200 dollars (montant net : 56 496 200 dollars) aux fins du fonctionnement de la Base pour l'exercice 2020/21 ([A/74/737/Add.6](#), par. 32).
3. Par sa résolution [74/282](#) et sa décision 74/571, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant brut de 62 058 200 dollars (montant net : 55 916 200 dollars) destinés à financer le fonctionnement de la Base de soutien logistique des Nations Unies pendant ledit exercice. Dans la même résolution, elle a décidé qu'un montant de 58 993 900 dollars serait réparti au prorata entre les budgets des opérations de maintien de la paix en cours pour l'exercice 2020/21.
4. Dans sa résolution [56/292](#), l'Assemblée générale avait souscrit au concept de stocks pour déploiement stratégique, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 mars 2002 ([A/56/870](#)), et à son application aux fins du déploiement d'une mission complexe, et avait approuvé un montant de 141 546 000 dollars à cet effet. Ces stocks permettent de déployer rapidement les moyens dont les missions ont besoin et de réduire les délais d'achat du matériel indispensable au démarrage ou à l'élargissement de celles-ci. Ils constituent une réserve de matériel renouvelable gérée de façon dynamique et constamment évaluée de manière à répondre aux besoins changeants des opérations. Dans sa résolution [59/299](#), l'Assemblée a approuvé l'intégration des coûts de reconstitution des stocks pour déploiement stratégique dans le montant des dépenses autorisées conformément au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution [49/233](#) A. Dans sa résolution [64/269](#), elle a décidé que, si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix l'obligeait à engager des dépenses, le Secrétaire général était autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à utiliser les stocks pour déploiement stratégique disponibles jusqu'à concurrence d'une valeur de 50 millions de dollars, les stocks devant être reconstitués lorsque les crédits initiaux auraient été ouverts. Dans sa résolution [66/266](#), elle a également décidé qu'un montant de 50 millions de dollars provenant du transfert de stocks pour déploiement stratégique serait déduit du montant des ressources à prévoir pour la Base de soutien logistique des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

5. La Base de soutien logistique des Nations Unies est installée à Brindisi depuis la fin de 1994. Le 23 novembre 1994, le Secrétaire général et le Gouvernement italien ont signé un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des terrains et des installations de Brindisi par l'Organisation. Ce mémorandum a par la suite fait l'objet

de modifications, la plus récente datant de 2011. Le 28 janvier 2009, le Secrétaire général et le Gouvernement espagnol ont signé un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des installations de Valence (Espagne) par l'Organisation.

6. La Base de soutien logistique a pour objectif de contribuer à la bonne gestion des missions, à toutes les étapes de leur cycle de vie, en leur apportant un appui efficace et rationnel. Pendant l'exercice, elle a continué de fournir des services centralisés dans des domaines comme les technologies géospatiales, l'informatique et les télécommunications, la logistique et la gestion opérationnelle de la chaîne d'approvisionnement et d'apporter son concours aux missions, de la planification de leur démarrage jusqu'à leur liquidation. Fonctionnant de manière unifiée à partir de deux sites, la Base comprend le Centre de services mondial de Brindisi et le Centre Informatique et communications des Nations Unies à Valence. Elle héberge également quatre unités auxquelles elle apporte un appui administratif : la Force de police permanente et le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires, qui relèvent du Département des opérations de paix du Secrétariat, et le Centre stratégique des opérations aériennes et le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, qui sont rattachés au Département de l'appui opérationnel du Secrétariat.

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2020/21, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

Pandémie de maladie à coronavirus

8. Les principaux effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies concernent les voyages officiels, les consultants et la formation. Comme les voyages à destination ou en provenance de la Base n'étaient pas possibles, les activités en présentiel n'ont pas pu avoir lieu et ont été remplacées chaque fois que possible par des activités se déroulant en ligne. Les activités liées aux installations et infrastructures, aux transports terrestres et aux fournitures, services et matériel divers ont également été touchées : les dépenses ont été inférieures aux prévisions, notamment pour ce qui est du mazout de chauffage, des services collectifs de distribution, du matériel de bureau, de la papeterie, de l'entretien des installations et infrastructures, de la location de véhicules et des frais et fournitures de formation.

9. La Base de soutien logistique des Nations Unies a continué d'apporter un concours essentiel aux activités du Secrétariat. Pendant la deuxième année de la pandémie, la plupart des membres du personnel et des organes, y compris les organes directeurs, comme le Conseil de sécurité, la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ont en effet travaillé virtuellement et tiré parti pour ce faire des services de télécommunications et d'hébergement fournis par la Base. Celle-ci a poursuivi l'intégration de l'application collaborative Teams et de la téléphonie traditionnelle au moyen des infrastructures existantes, ce qui a permis aux membres du personnel de se servir du réseau téléphonique commuté de l'ONU pour passer et recevoir des appels de n'importe quel endroit.

10. La pandémie a accru la dépendance à l'égard des infrastructures informatiques et des infrastructures de communication regroupées à Brindisi et à Valence. La contribution des deux centres a continué d'être déterminante en ce qui concerne la continuité des opérations et la fourniture de services informatiques et de services de communication centralisés au Secrétariat dans des circonstances difficiles.

11. Répondant à des besoins nouveaux ou non, le Service de la chaîne d'approvisionnement a continué de soutenir l'action menée au niveau mondial par l'ONU face à la COVID-19. La Base de soutien logistique a tiré parti des stocks pour déploiement stratégique pour se procurer des fournitures médicales et du matériel médical, comme des équipements de soins intensifs, des tests de dépistage de la COVID-19, des vaccins et des équipements de protection individuelle. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a continué de centraliser les demandes au niveau mondial et de gérer la réception des biens par l'intermédiaire de ses équipes chargées de la gestion centralisée des stocks. En partenariat avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui opérationnel, il s'est occupé des opérations de planification, d'acquisition, de réception et d'expédition en ce qui concerne des fournitures et des équipements médicaux essentiels. Ces tâches sont venues s'ajouter au traitement des demandes courantes portant sur les biens dont les missions ont besoin pour s'acquitter des activités qui leur sont confiées, sur fond des perturbations liées à la pandémie qui touchent les chaînes d'approvisionnement habituelles et empêchent les fournisseurs de respecter les échéances contractuelles.

12. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a joué un rôle de premier plan en ce qui concerne la « première ligne de défense » face à la COVID-19 et coordonné l'approvisionnement, l'assemblage et l'expédition de lots de base (pour des soins à domicile) et de lots plus complets (pour une utilisation dans des endroits dépourvus d'installations médicales). Des fournitures et des équipements médicaux ont été fournis aux entités des Nations Unies dans des endroits où l'ONU a peu de moyens médicaux et où les systèmes sanitaires nationaux sont lacunaires. Au cours de l'exercice 2020/21, le Service a assemblé et expédié 86 lots de base utilisables à domicile (approvisionnement en oxygène d'appoint, suivi de l'état de santé et convalescence sans surveillance), 11 lots de réapprovisionnement pour les soins à domicile, 4 lots plus complets pour la mise en place de structures d'isolement pouvant accueillir deux patients et 2 installations, contenant chacune un lot de soins complets pour les endroits où il n'y a ni dispensaire ni installation adaptée ; il a également expédié dans 22 pays des médicaments destinés à être administrés à des membres du personnel des Nations Unies recrutés sur le plan international et national et aux personnes à leur charge en attente de transfert vers des établissements de soins mieux équipés. À la mi-mars 2021, le Service a pris en charge la coordination du contrat-cadre d'approvisionnement en produits sanguins et facilité la fourniture de ces produits à neuf opérations de maintien de la paix et à l'Office des Nations Unies à Nairobi ; il a ainsi assuré la liaison entre le fournisseur et la Section du soutien sanitaire au Siège, les personnes référentes dans les missions, les différents intervenants dans la chaîne d'approvisionnement et le personnel médical s'occupant de l'approvisionnement en produits sanguins.

13. Le Centre de conférence et de perfectionnement n'a pas été en mesure d'accueillir des conférences ou des cours en présentiel organisés par des bureaux externes au cours de 2020/21, car les restrictions en matière de voyage liées à la COVID-19 ont empêché les participants de se déplacer et ont contraint les organisateurs à suspendre leurs activités. Les membres du personnel affectés à la gestion des conférences et des manifestations ont été temporairement détachés auprès de l'équipe de communication du Centre, qui a connu une augmentation de sa charge de travail et des activités de perfectionnement du personnel. De nouvelles méthodes de formation ont été adoptées pour continuer de répondre aux besoins d'apprentissage

et de perfectionnement de la Base et des solutions de formation virtuelle ont été mises en service.

14. Toutes les activités prévues en matière de sécurité et de santé au travail à la Base de soutien logistique des Nations Unies et dans un certain nombre de lieux d'affectation du Secrétariat ont également été reportées, en raison des restrictions en matière de voyage. La Cellule chargée de la sécurité et de la santé au travail a mis au point une formation en ligne sur le signalement des problèmes, qui est accessible à partir du site consacré à la sécurité et à la santé au travail.

15. Le personnel chargé de la sécurité et de la santé au travail à la Base de soutien logistique des Nations Unies a dû faire face à un surcroît de travail : l'infirmier a vu le nombre de consultations augmenter de 34 % et le personnel a dû assumer des fonctions telles que le suivi de la COVID-19, la recherche des contacts, le suivi des personnes signalant qu'elles avaient contracté la COVID-19 et le suivi des vaccinations au moyen des portails mis en ligne par la Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail du Département de l'appui opérationnel.

16. Le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et la Force de police permanente ont repris leurs déploiements en septembre 2020, lorsque les restrictions en matière de voyage ont été assouplies. Il s'agissait de déploiements cruciaux prévus au cours de l'exercice précédent mais qui avaient dû être reportés en raison de la pandémie.

17. Le Centre stratégique des opérations aériennes a facilité les évacuations sanitaires d'urgence et les vols de transport de marchandises liés à l'action menée par le système des Nations Unies pour faire face à la crise de la COVID-19. Il a continué de fonctionner 24 heures sur 24 et d'apporter son concours à la cellule de coordination interinstitutions des Nations Unies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19, qui réunit l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Comité international de la Croix-Rouge, Médecins sans frontières et le Programme alimentaire mondial (PAM). Il a continué de compter sur ses effectifs existants pour fournir un soutien crucial depuis la création de la cellule, en mai 2020.

Service de la chaîne d'approvisionnement

Appui aux missions

18. Au cours de l'exercice considéré, la Base de soutien logistique des Nations Unies a accompagné le retrait progressif de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et les activités qui ont précédé la liquidation, en donnant des conseils sur la cession du matériel et en facilitant la mise à jour des inventaires et le rapprochement des données. Elle a également facilité le retrait et la liquidation du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) et du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi. Les deux missions ont fermé et les opérations de rapprochement des inventaires ont été menées à bien. La Base a également soutenu à distance le démarrage de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS). Les deux entités ont conclu un accord de prestation de service en vertu duquel la Base gère les stocks pour le compte de la Mission et facilite ainsi le traitement de toutes les opérations d'inventaire.

19. Des équipes de soutien aux missions ont été déployées en six endroits pour mener des activités de liquidation pour la MINUAD, le BINUGBIS et le Bureau de l'Envoyé spécial pour le Burundi, des activités de soutien dans les domaines de l'informatique et des communications pour la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) et le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) et une évaluation des eaux souterraines pour la Mission

multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Appui à la planification

20. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a continué d'aider les opérations de maintien de la paix dans les domaines de la planification et de l'analyse, et son appui a notamment porté sur l'établissement du plan de gestion de la demande et d'acquisition et sur l'utilisation de l'outil de planification, qui repose sur une plateforme en ligne de collecte de données. À cet égard, il a procédé à une révision des données du plan mondial d'approvisionnement pour 2020/21, plan d'une valeur totale de 2,5 milliards de dollars qui référence plus de 15 805 articles dont ont besoin 15 opérations de maintien de la paix (y compris le Centre régional de services d'Entebbe (Ouganda), la Base de soutien logistique des Nations Unies et les stocks pour déploiement stratégique, considérés comme des entités distinctes aux fins de l'examen) et 20 missions politiques spéciales, et qui a été approuvé par le Sous-Secrétaire général chargé de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Il a fourni un appui direct au stade de l'établissement des plans de gestion de la demande des missions, en regroupant ces plans dans un plan commun qui a ensuite été remis à la Division de la logistique du Département de l'appui opérationnel.

21. Par l'intermédiaire de la Cellule de la gestion centralisée du matériel, le Service de la chaîne d'approvisionnement a continué d'apporter son concours à ses clients du Département de l'appui opérationnel dans les domaines suivants : centralisation de certaines activités, conseils en matière d'approvisionnement, supervision des stocks et détection des excédents, gestion des stocks pour déploiement stratégique, de la réserve de matériel de l'ONU et de la réserve de matériel établie conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), et examen et approbation des plans préliminaires de cession de matériel.

22. Par l'intermédiaire du Groupe des stocks pour déploiement stratégique, le Service de la chaîne d'approvisionnement a joué un rôle crucial, en coordination avec le Département de l'appui opérationnel, en ce qui concerne la gestion et la coordination de la distribution d'articles médicaux d'urgence, à savoir les biens liés à la COVID-19 qui n'entrent pas dans la composition des stocks pour déploiement stratégique pour les missions de maintien de la paix, les missions politiques spéciales et différentes entités du Secrétariat. Il a également participé à l'exécution du plan d'urgence concernant les installations liées à la COVID-19, à savoir l'achat d'installations à usage de logements permettant à leurs occupants d'être à distance les uns des autres.

23. Par l'intermédiaire de la Cellule de la gestion centralisée du matériel, le Service de la chaîne d'approvisionnement a contribué à l'examen de la composition des stocks pour déploiement stratégique. Ses contributions tenaient compte des nouvelles technologies, des priorités des missions, des prescriptions en matière d'environnement et des délais de livraison. Les stocks pour déploiement stratégique ont été reconstitués en temps opportun et les pièces d'uniformes standardisées ont elles aussi été réunies en temps voulu de sorte que la Base dispose de stocks adéquats et soit prête à faciliter le déploiement de missions.

Appui en matière de recherche de fournisseurs et d'approvisionnement

24. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a procédé à des évaluations techniques de dossiers d'appel à la concurrence pour quatre missions et pour des entités du Secrétariat, à savoir l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Office des Nations Unies à Nairobi et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains. Il a mené à bien 64 évaluations techniques portant sur

60 projets de génie complexes (d'une valeur de 668,3 millions de dollars), 2 projets liés au transport de surface (0,2 million de dollars) et 2 projets liés aux fournitures générales (6,3 millions de dollars).

25. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a fourni un soutien technique et opérationnel dans les domaines de la planification et de la conception de projets de génie à sept missions de maintien de la paix et quatre missions politiques spéciales, ainsi qu'à l'Office des Nations Unies à Nairobi, à la Commission du désarmement, au Siège de l'ONU, au Centre de services régional et au Centre de services mondial. En outre, il a établi 15 dossiers d'appel d'offres pour l'approvisionnement des missions, en particulier tous les dessins et documents techniques des différents projets, comme demandé par deux missions de maintien de la paix [la MINUSMA et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP)], l'Office des Nations Unies à Nairobi, le Siège de l'ONU et la Base de soutien logistique des Nations Unies.

Appui au génie et à la gestion de l'environnement

26. La note globale de la Base de soutien logistique des Nations Unies en matière de gestion de l'environnement pour 2020/21 est de 88 %. La consommation d'électricité par personne est relativement élevée, en raison principalement de la fourniture de services aux missions (serveurs et services du Centre de conférence et de perfectionnement). Il convient toutefois de noter que la Base de soutien logistique est intégralement alimentée par des énergies renouvelables, ce qui signifie que le niveau global d'émissions de gaz à effet de serre est peu élevé et reste stable, tout comme les résultats concernant les indicateurs environnementaux relatifs à l'eau et aux déchets. Le système de gestion de l'environnement de la Base de soutien logistique continue d'être conforme à la norme ISO 14001 établie par l'Organisation internationale de normalisation.

27. À l'appui de la deuxième phase de la stratégie environnementale pour les opérations de paix, lancée en février 2021, le Service de la chaîne d'approvisionnement a fourni une assistance technique sur le terrain à deux missions en cours de liquidation, à savoir la MINUAD et le Bureau de l'Envoyé spécial pour le Burundi, complétée par des activités menées à distance (188 interventions dans les trois domaines techniques (énergie, eau, et eaux usées et déchets solides) aux fins de l'atténuation des risques, par exemple dans le cas de la fermeture de la base logistique du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) ; il a également encadré l'exécution de 14 plans de gestion des déchets dans les missions et de 14 plans de gestion des infrastructures énergétiques conformes aux instructions permanentes et aux directives. En outre, la Base de soutien logistique des Nations Unies a soutenu l'établissement de trois stratégies de gestion par catégorie dans les trois domaines techniques de la stratégie environnementale, notamment par l'intermédiaire du partenariat d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques, conclu par le Département de l'appui opérationnel avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Comme prévu, elle a entrepris une évaluation structurée des besoins de formation de façon à soutenir le travail de base de la stratégie environnementale pour les opérations de paix au moyen d'un programme de formation s'adressant au personnel des missions. La Base de soutien logistique a procédé à la remise en état complète de 8 véhicules et pièces de matériel, dont 7 ont ensuite été envoyés à des missions. Il s'agissait de matériel spécialisé, d'une valeur d'acquisition totale supérieure à 2,3 millions de dollars : camions de pompiers, notamment des camions utilisés sur les terrains d'aviation, chariots tout terrain pour conteneurs, matériel de génie.

28. En collaboration avec l'équipe chargée du projet d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques, le Service a veillé à ce que l'appui fourni à distance soit également axé sur l'amélioration des résultats environnementaux, notamment : a) en maintenant les groupes de travail intervenant dans les trois domaines techniques, qui se réunissent chaque mois et qui sont présidés par l'un des chefs ou directeurs de l'appui à la mission présents sur le terrain ; b) en établissant des directives opérationnelles, comme les tout premiers manuels et directives sur l'eau et la gestion des eaux usées et des déchets solides ; c) en donnant des conseils techniques pour améliorer le rapport coût-avantage et les résultats concernant les contrats-cadres existants et prévus, en étroite collaboration avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, notamment en ce qui concerne la fourniture de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation et de systèmes électriques hybrides photovoltaïques et diesel, ainsi que le traitement dans des conditions de sécurité des déchets liés à la COVID-19 au moyen d'incinérateurs portables à fût.

29. La Base de soutien logistique a continué de mettre en service et d'améliorer l'outil d'évaluation des prestations des fournisseurs, devenu obligatoire pour toutes les missions et tous les contrats au cours de l'exercice 2020/21, ce qui explique la forte augmentation du taux d'utilisation. Elle a développé un système de retour d'information en temps réel, qui est en service dans toutes les missions, et organisé des formations et des séances d'information avant et après le déploiement à l'intention de plus d'un millier de membres du personnel des Nations Unies. Il s'agit d'une plateforme Web qui permet de capturer instantanément les données relatives à la réception des biens et services et qui est reliée à Umoja et à l'outil d'évaluation des prestations des fournisseurs.

Stocks pour déploiement stratégique

30. L'examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique a été mené à terme et aucun changement n'a été apporté à la composition des stocks par rapport à 2019/20, dans l'attente de la présentation, à l'Assemblée générale, pour examen, du rapport sur la gestion des stocks pour déploiement stratégique et du concept d'opérations révisé. Tout au long de 2020/21, la Base de soutien logistique a continué de puiser dans les stocks pour fournir des équipements médicaux destinés à lutter contre la COVID-19. Elle y a également eu recours pour répondre aux besoins des entités en matière de transport, d'informatique et de communications, de génie et d'approvisionnement. En outre, le Groupe des stocks pour déploiement stratégique a coordonné les livraisons de produits sanguins aux missions et à l'Office des Nations Unies à Nairobi et supervisé les activités y relatives. Il a joué un rôle de premier plan en ce qui concerne la « première ligne de défense » mise en place par le Directeur du Service médical face à la COVID-19 et coordonné l'approvisionnement, l'assemblage et l'expédition de lots de base (pour des soins à domicile) et de lots plus complets (installations d'isolement) de façon à renforcer l'appui sanitaire apporté aux membres du personnel des Nations Unies recrutés sur le plan international et national, dans des endroits où l'ONU a peu de moyens médicaux et où les systèmes sanitaires nationaux sont lacunaires.

Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications

31. Conformément à la stratégie Informatique et communications de l'Organisation et aux orientations stratégiques du Bureau de l'informatique et des communications, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a conforté son rôle de centre résilient d'appui et de fourniture de services et de solutions technologiques aux missions et à diverses entités du Secrétariat et du système des Nations Unies.

32. Le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a continué de fournir des services résilients, notamment des services d'hébergement, de connectivité et de suivi centralisés pour ce qui est des systèmes essentiels, comme Umoja, les plateformes de visioconférence, le système iNeed et la messagerie électronique. Pour assurer la redondance et atténuer les risques, il a maintenu son implantation dans deux sites, qui lui permettent de fournir des services centralisés et unifiés. Le centre de Valence est chargé des technologies de l'information et des communications et sert exclusivement à ces fins. Avec le centre de technologie de Brindisi, il garantit la résilience et la redondance nécessaires pour assurer l'intégrité des systèmes de télécommunications, des systèmes de données et des progiciels intégrés en cas d'interruption ou de défaillance catastrophique sur l'un des sites, et fait partie intégrante du dispositif mondial centralisé de prestation de services dont est dotée l'Organisation en matière de technologies géospatiales, d'informatique et de télécommunications.

33. Pendant l'exercice, compte tenu des facteurs stratégiques principaux qui sont énoncés au paragraphe 45 du projet de budget de la Base de soutien logistique pour l'exercice 2020/21 (A/74/730), le Service a atteint les objectifs fixés, aidé en cela par ses quatre sections, qui ont articulé leurs travaux autour de deux grandes orientations thématiques, à savoir la gestion des produits, des services et de la sécurité de l'information, d'une part, et l'exploitation des infrastructures et la fourniture de solutions, de l'autre :

a) la Section du développement, de la conception et de la planification des solutions techniques a fourni des services d'aide à la gestion de projets, supervisant notamment 120 projets et assurant la gestion de 62 projets au niveau des missions, au niveau central et au niveau intersectoriel ; elle a également pris part au projet de modernisation de l'infrastructure Umoja consistant à remplacer des serveurs devenus obsolètes, soutenu le programme Unite de surveillance à distance des infrastructures sur le terrain et les activités de gestion et de mise en service des produits utilisés à cette fin et de coordination des améliorations, appuyé le programme Unite de réalité étendue et assuré la gestion des produits qui en sont issus, organisé, à l'intention des missions, deux ateliers sur la gestion de projets et deux manifestations consacrées à l'innovation technologique, et organisé et accueilli l'atelier virtuel « UN Smart Camp » ;

b) la Section de la gestion des services et de la sécurité informatique a conçu et adapté plus de 14 processus de gestion des services informatiques, procédé à des évaluations de la migration dans le cloud et mis en place des services de surveillance du cloud pour les missions, coordonné des activités de reprise après sinistre et des évaluations de la sécurité des infrastructures, mis à jour le plan de reprise après sinistre de la Base de soutien logistique des Nations Unies et procédé à quatre tests de basculement, entre Brindisi et Valence, des composantes satellite et réseau essentielles pour garantir la résilience, mis en service le système de contrôle d'accès basé sur des rôles à Brindisi, améliorant ainsi considérablement la gestion des accès à la Base de soutien logistique, et renouvelé ses certifications ISO 20000 (gestion des services) et ISO 27001 (sécurité de l'information) ;

c) la Section des activités relatives aux infrastructures a mis en service un réseau défini par logiciel dans les centres informatiques, ce qui constitue une étape majeure vers la mise en place d'un cloud privé, procédé à une étude de validation de concept pour un réseau étendu défini par logiciel, prochaine étape de la modernisation des infrastructures de raccordement de l'Organisation, mis en service la plateforme de surveillance à distance des infrastructures sur le terrain pour l'Internet des objets (interconnexion, au moyen d'Internet, de dispositifs informatiques intégrés dans des objets de la vie quotidienne, qui permettent d'envoyer et de recevoir des données)

dans 14 entités sur le terrain, ce qui facilitera la surveillance d'infrastructures essentielles (électricité, groupes électrogènes, carburant et eau) et des systèmes environnementaux (stations de traitement des eaux usées), déployé la nouvelle plateforme Unite d'observabilité qui sert à gérer les performances de systèmes complexes, ce qui a permis de réduire les risques de cybersécurité, aidé le BANUS à rejoindre l'infrastructure TETRA centralisée et assumé le rôle de référent pour la gestion par catégorie et les technologies pour plusieurs contrats-cadres d'une valeur supérieure à 100 millions de dollars. Un cadre de gestion des produits a également été mis en place pour une gamme de produits modulaires composés de modules construits par la Base de soutien logistique des Nations Unies pour les communications essentielles, le centre de commandement et la production d'énergie verte, entre autres ; plus de 150 unités ont déjà été assemblées et livrées aux missions. Le centre informatique de Brindisi a reçu le prix « Certified Energy Efficient Data Center », à l'instar du centre de Valence ;

d) la Section des solutions clients a soutenu des projets de prospection des eaux souterraines à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et à la MINUSMA, amélioré et élargi la solution Unite Aware Maps et les données, cartes, produits et services géospatiaux connexes ; fourni des analyses environnementales et un soutien en matière de surveillance à la MINUAD, ainsi qu'un soutien dans le domaine géospatial et dans celui de l'imagerie à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et à la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) ; organisé des ateliers sur la normalisation des données, la normalisation de la visualisation et l'analyse des images et des données géospatiales ; tenu à jour des bases de données et des plateformes géospatiales et fourni et géré des solutions géospatiales à l'appui des plans d'action environnementaux des missions, de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie et des activités de planification du Département de la sûreté et de la sécurité ; fourni des solutions améliorées à l'appui de la surveillance à distance des infrastructures sur le terrain et de l'Internet des objets, et fourni des services concernant 193 applications hébergées de manière centralisée pour le compte de missions ; amélioré l'application Maps on Demand pour la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), le BANUS, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) et la MINUSMA et renforcé l'initiative mondiale Unite Maps de façon à tirer parti des ressources internes et de la production participative (crowdsourcing) pour enrichir les données topographiques et opérationnelles concernant les zones des missions.

Service de l'appui centralisé

34. Pendant l'exercice, le Service de l'appui centralisé a continué d'apporter un appui administratif aux deux autres services et aux unités hébergées, de fournir des services de conférence et de perfectionnement, d'organiser des activités touchant la santé au travail et d'assurer des services de sécurité pour les activités opérationnelles menées à Brindisi et à Valence.

Centre de conférence et de perfectionnement

35. Le Centre de conférence et de perfectionnement a coordonné des activités d'apprentissage virtuel concernant les compétences comportementales, stratégiques et transversales, notamment des cours proposés par l'École des cadres du système des Nations Unies sur les qualités de chef touchant l'appui aux programmes et les fonctions administratives, l'intelligence émotionnelle sur le lieu de travail et les

relations d'affaires pour les professionnels de la gestion, ainsi que des sessions de formation en ligne ouvertes à tous les membres du personnel. Il a également participé à la refonte et à la mise à jour du site Web de la Base de soutien logistique des Nations Unies, amélioré la page iSeek de la Base à l'intention du personnel et des clients et fait passer des examens d'aptitudes linguistiques.

Cellule chargée de la sécurité et de la santé au travail

36. La Cellule chargée de la sécurité et de la santé au travail a veillé à l'application des règles et réglementations en matière de sécurité et de santé au travail, géré le système centralisé de notification des problèmes et développé une application mobile, complétée par un cours interactif en ligne, procédé à des estimations des risques de sécurité sur le lieu de travail, apporté son concours aux personnes référentes en matière de sécurité et de santé au travail et au personnel des missions, assuré 2 017 consultations infirmières et organisé une campagne de communication sanitaire en réponse à la pandémie de COVID-19, aidé le ou la coordonnateur(trice) pour les questions liées à la COVID-19 à la Base de logistique des Nations Unies à préparer le retour du personnel au bureau, développé une application mobile qui permet de connaître l'état de santé des membres du personnel entrant dans les locaux de la Base pendant la pandémie et organisé les campagnes annuelles de vaccination contre la grippe et les campagnes de vaccination contre la COVID-19.

Bureau des services de sécurité

37. Des services de sécurité ont été fournis aux membres du personnel et aux personnes à leur charge de sorte que les programmes et activités puissent être exécutés en toute sécurité à Brindisi et à Valence ; en particulier, des services de sécurité ont été fournis à l'occasion de deux manifestations de haut niveau, en coordination avec différentes entités des Nations Unies et les autorités du pays hôte. Le Service de l'appui centralisé, par l'intermédiaire du Bureau des services de sécurité, a organisé des séances de formation à la sécurité incendie, aux premiers secours et à l'utilisation des défibrillateurs à l'intention de 33 directeurs de la défense contre l'incendie, fourni un appui en matière de sécurité et de santé au travail pendant la pandémie de COVID-19, organisé 100 réunions d'information sur la sécurité à l'intention du personnel des Nations Unies et organisé quatre exercices de sécurité concernant le système d'alerte en cas d'urgence.

Cellule de la gestion du matériel

38. Au cours de l'exercice considéré, la Cellule de la gestion du matériel a fourni des services de contrôle de la conformité et d'assurance qualité concernant des biens d'une valeur de 213,5 millions de dollars et vérifié 100 % des immobilisations corporelles et 99,9 % des équipements dotés d'un numéro de série, atteignant ainsi les objectifs fixés. Elle a également présenté 25 rapports à l'équipe de direction : 11 analyses internes des résultats, 1 rapport portant sur les résultats de tests de dépréciation, 12 analyses concernant les soldes de clôture et 1 synthèse portant sur la vérification physique. Le Comité de contrôle du matériel a examiné les notifications Umoja relatives à la comptabilisation en pertes et traité 207 dossiers portant sur une valeur d'acquisition totale approuvée de 9,9 millions de dollars.

Cellule des services auxiliaires internes

39. La Cellule des services auxiliaires internes a continué d'apporter son concours à distance et sur le terrain au Centre de services mondial de Brindisi et au Centre Informatique et communications de Valence en ce qui concerne les services de gestion de projets et de contrats dans les domaines suivants : entretien et réparation des

installations, travaux de construction, travaux de rénovation et de transformation, exploitation et entretien des centrales électriques et du réseau électrique, gestion des déchets, notamment la collecte et l'élimination des déchets liquides et solides, nettoyage, entretien des périmètres et lutte phytosanitaire, services de restauration, gestion du carburant, gestion des véhicules et services de transport, et gestion du parc immobilier.

Bureau régional de la sécurité aérienne

40. Au cours de l'exercice, le Bureau régional de la sécurité aérienne a soutenu la mise en œuvre des politiques, normes et procédures de sécurité aérienne des Nations Unies en développant et en mettant en service la plateforme iAviation Safety, un module de prévention des accidents pour le suivi des résultats en matière de sécurité, des modules d'établissement de rapports d'inspection portant sur les aéronefs et de rapports d'évaluation des transporteurs aériens, qui remplacent la base de données regroupant les données et recommandations issues des inspections en matière d'aviation, et le module de contrôle continu. Par ailleurs, en collaboration avec la Section de la sécurité aérienne du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui opérationnel, il a assuré le contrôle des résultats en matière de sécurité aérienne dans les missions et poursuivi ses activités de renforcement des capacités en organisant, à l'intention de 16 missions, des séances de formation et de sensibilisation adaptées aux besoins de l'ONU.

Unités hébergées du Département de l'appui opérationnel et du Département des opérations de paix

41. Les unités hébergées du Département de l'appui opérationnel ont mené les activités ci-après.

Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions

42. Pendant l'exercice, le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions a facilité l'approbation de dossiers de recrutement par lesdits organes centraux, fourni des conseils de fond et un appui technique aux recruteurs, aux membres des organes centraux, aux responsables des postes à pourvoir et aux départements du Secrétariat de l'ONU et organisé des formations à leur intention, et procédé à la vérification des références des candidates et candidats sélectionnés pour pourvoir des postes soumis à recrutement international dans toutes les opérations de paix des Nations Unies.

Centre stratégique des opérations aériennes

43. Pendant l'exercice, le Centre stratégique des opérations aériennes a assuré le contrôle et la surveillance centralisés des mouvements aériens stratégiques de la flotte de l'Organisation, ainsi que de quatre avions à fuselage large et de cinq avions à fuselage étroit utilisés pour la relève des contingents, au moyen de systèmes centralisés de suivi, de façon à réduire les dépenses régionales de fonctionnement et à utiliser la flotte au mieux ; publié des rapports sur les mouvements aériens stratégiques et des rapports mensuels sur l'utilisation et le rendement des avions à fuselage large ; apporté un appui administratif pour ce qui est des accords d'affrètement d'avions, des évacuations sanitaires aériennes et de la facturation des avions à fuselage large ; appuyé la mise à niveau du logiciel de gestion de l'information aéronautique prévue au contrat ; participé à la cellule de coordination interinstitutions des Nations Unies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19 (OMS) et fourni dans ce cadre un soutien opérationnel aux opérations sanitaires aériennes pendant la crise.

44. Les unités hébergées du Département des opérations de paix ont mené les activités ci-après.

Force de police permanente

45. La Force de police permanente a fourni un soutien au démarrage du Groupe consultatif sur les questions de police de la MINUATS et un soutien à la transition à la police de la MINUSS. Elle a également facilité le renforcement des capacités des opérations de paix et des missions politiques spéciales, notamment celles de la MINUSCA, de la MINUSMA, de la MONUSCO, de la MINUAD, du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), du BINUH et du BINUGBIS, soit en dépêchant des experts auprès d'eux, soit virtuellement en raison des restrictions en matière de voyage dues à la pandémie. En outre, la Force de police permanente a participé à quatre missions d'évaluation, à savoir la surveillance conjointe avancée du cessez-le-feu (MANUL), l'étude des capacités de la police militaire (MINUSS), la mission de cadrage conjointe du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité [Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC)] et, virtuellement, l'examen des instructions permanentes de la Force de police soudanaise (MINUAD). Elle a aidé les pays fournisseurs de personnel de police et leurs agents à déployer du personnel de police fourni par l'Angola, les Maldives et la Zambie. Elle a facilité l'établissement de programmes de formation destinés aux pays fournisseurs de personnel de police en ce qui concerne les modules de formation spécialisée et les modules de formation propres à certains emplois dans le contexte des directives stratégiques relatives aux activités de police internationales.

Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires

46. Le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires a apporté un appui stratégique à la transition de la MINUAD, en veillant à ce que les programmes relatifs à l'état de droit soient clos de manière adéquate et, le cas échéant, repris par la nouvelle mission, la MINUATS, et l'équipe de pays des Nations Unies. En République démocratique du Congo, il a apporté son concours à la MONUSCO, sous forme d'un vaste programme conjoint des Nations Unies sur l'état de droit qui ouvrira la voie à la transition des programmes de la Mission dans ce domaine, s'est attaqué à la criminalité grave liée aux conflits, qui est source de déstabilisation, et a aidé la MONUSCO à mettre la dernière main à un ambitieux programme de réforme du secteur pénitentiaire visant à rendre le système plus transparent. Il a apporté son concours à la MINUSMA et au Gouvernement malien pour que les autorités judiciaires nationales donnent la priorité aux cas de violence sexuelle liés au conflit et aidé la Mission à mettre en place un système d'alerte rapide dans les établissements pénitentiaires à haut risque dans le nord du pays pour mieux prévoir et prévenir les évasions de détenus à haut risque, y compris de personnes soupçonnées d'être des terroristes. En ce qui concerne la sécurité des prisons, le Corps permanent a détaché des experts auprès de la MINUSCA, qui ont été chargés de concevoir un outil de classification des détenus visant à aider les autorités à mieux évaluer les risques liés aux détenus à haut risque et à réduire les problèmes de sécurité dans les prisons. Il a également aidé le BINUH dans les domaines de la détention provisoire et de la représentation en justice afin d'améliorer l'accès à la justice et de contribuer à réduire le taux de surpopulation carcérale en Haïti, qui est le plus élevé au monde. Le BRENUAC ayant demandé une aide dans le domaine des institutions chargées de la sécurité et de l'état de droit, le Corps permanent a pris part à une mission d'évaluation dans la région menée par le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité et fait des recommandations concernant l'action à mener par l'ONU pour prévenir les conflits et maintenir la paix. Enfin, en raison de la pandémie, il a participé

à une mission menée virtuellement par la Cellule mondiale de coordination des questions relatives à l'état de droit pour aider la MANUL à adapter ses interventions dans le domaine de l'état de droit en fonction de l'évolution de la situation politique dans le pays.

47. Au paragraphe 28 de son rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 et sur le projet de budget de la Base pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (A/74/737/Add.6), qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/282, le Comité consultatif a recommandé que, dans un souci de clarté et de transparence, l'Assemblée prie le Secrétaire général de faire figurer dans ses rapports sur la Base de soutien logistique un résumé des ressources nécessaires et des dépenses de chacune des unités hébergées à la Base. On trouvera dans le tableau 1 le résumé des ressources nécessaires et des dépenses pour chaque unité hébergée.

Tableau 1

Analyse du budget et des dépenses de l'exercice 2020/21, par unité hébergée

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021)

Catégorie	Force de police permanente		Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires		Centre stratégique des opérations aériennes		Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions		Total (unités hébergées)	
	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses
Personnel civil										
Personnel recruté sur le plan international	5 042,9	5 302,7	741,6	779,8	1 038,3	1 091,7	445,0	467,9	7 267,8	7 642,1
Personnel recruté sur le plan national	132,8	147,3	66,4	73,6	199,2	220,9	531,1	589,1	929,5	1 030,9
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	—	211,4	141,6	—	—	—	—	211,4	141,6
Total partiel	5 175,7	5 450,0	1 019,4	995,0	1 237,5	1 312,6	976,1	1 057,0	8 408,7	8 814,6
Dépenses opérationnelles^a										
Voyages officiels	82,5	19,9	20,3	14,2	34,9	9,9	19,2	—	156,8	44,0
Fournitures, services et matériel divers	13,7	2,9	—	—	16,2	—	7,6	—	37,5	2,9
Total partiel	96,2	22,8	20,3	14,2	51,1	9,9	26,8	1 057,0	194,4	46,8
Total	5 271,9	5 472,8	1 039,7	1 009,2	1 288,6	1 322,5	1 002,9	1 057,0	8 603,1	8 861,4

^a Il n'est pas rendu compte des frais généraux opérationnels qui ne sont pas imputables aux unités hébergées.

Sites de Brindisi et de Valence

48. Au paragraphe 14 de son rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et le projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 (A/75/822/Add.10), qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/295, le Comité consultatif a recommandé que l'Assemblée prie le Secrétaire général de fournir des informations ventilées sur l'évolution des ressources

financières pour chaque lieu d'affectation, par catégorie de dépenses et par rubrique, pour garantir la clarté et la transparence des projets de budget de la Base. Un récapitulatif des dépenses ventilées par lieu d'affectation avait déjà été présenté dans les rapports sur l'exécution du budget parus antérieurement. Des informations ventilées par lieu d'affectation pour 2020/21, indiquant les montants alloués et ventilant plus finement les dépenses, sont présentées à la section III.A du présent rapport.

Entités hébergées à Brindisi et à Valence mais ne relevant pas de la Base de soutien logistique des Nations Unies

49. Au paragraphe 55 de son rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 et le projet de budget de la Base pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 (A/69/839/Add.9), qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/309, le Comité consultatif a recommandé que l'Assemblée prie le Secrétaire général de lui présenter, dans ses rapports sur l'exécution du budget et les projets de budget de la Base de soutien logistique, des informations sur tout le personnel occupant les locaux de Brindisi et de Valence ainsi que des précisions sur les modalités administratives et sur les modalités de recouvrement des coûts, les frais de location et d'entretien, les recettes perçues et toute autre information pertinente sur l'utilisation des locaux de l'Organisation des Nations Unies.

50. Au cours de l'exercice, la Base de soutien logistique a accueilli à Brindisi et à Valence des membres du personnel d'appui d'autres entités, comme indiqué dans le tableau 2. Ce personnel a fourni ses services directement aux missions de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales ainsi qu'à d'autres entités, conformément aux accords de prestation de services et selon le principe du recouvrement des coûts.

51. Le Centre international de calcul a fourni divers services, dont un pôle d'assistance, un soutien aux infrastructures et un appui concernant les applications et les centres informatiques. Comme indiqué dans le tableau 2, 172 membres du personnel du Centre ont fourni des services à des entités ne relevant pas du Secrétariat. Dans le cadre d'un système de recouvrement global des coûts associés à l'utilisation des locaux de Brindisi et de Valence, les frais liés aux services de gestion des installations, comme le nettoyage, le jardinage, la sécurité et l'entretien, ont été imputés au Centre, au prorata de son utilisation, et recouverts au moyen du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix.

52. L'UNOPS a fourni divers services dans des domaines tels que la visioconférence, la gestion de services, la planification des capacités et la gestion de la performance, la sécurité et la résilience opérationnelle, la gestion de contenu et l'amélioration de la perception de la situation ou encore la gestion du stockage sous forme électronique. Comme indiqué dans le tableau 2, 10 membres du personnel de l'UNOPS ont fourni des services à des entités ne relevant pas du Secrétariat. Les frais liés aux services de gestion des installations, comme le nettoyage, le jardinage, la sécurité et l'entretien, ont été imputés à l'UNOPS, au prorata de son utilisation, et recouverts au moyen du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix.

53. Une équipe de l'ONU composée de 10 membres du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (5 à Brindisi et 5 à Valence) s'est occupée de la gestion des données de base et des données personnelles dans Umoja pendant l'exercice.

54. La Base de soutien logistique a également continué de mettre des locaux à la disposition du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies, lequel comptait quatre membres du personnel provenant des missions.

Tableau 2

**Présence dans les locaux de la Base de soutien logistique des Nations Unies
de membres du personnel d'entités ne relevant pas de cette base, au 30 juin 2021**

<i>Entité</i>	<i>Brindisi</i>	<i>Valence</i>	<i>Total</i>	<i>Accord de prestation de services/ remboursement des coûts</i>
Centre international de calcul des Nations Unies				
Clients du Département de l'appui opérationnel	44	28	72	Non ^a
Clients autres que ceux du Département de l'appui opérationnel	32	140	172	Oui ^b
Total partiel	76	168	244	
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)				
Clients du Département de l'appui opérationnel	42	123	165	Non ^a
Clients autres que ceux du Département de l'appui opérationnel	–	10	10	Oui ^b
Total partiel	42	133	175	
Autres entités sous-traitantes	98	61	159	Non
Total partiel^c	98	61	159	
Autres membres du personnel (postes de l'ONU)^d				
Personnel du Bureau de l'informatique et des communications et prestataires extérieurs auxquels le Bureau a recours	–	10	10	Oui
Personnel chargé de la gestion des données de base dans Umoja	5	5	10	Non
Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies	4	–	4	Non
Autres postes de l'ONU (1 poste de spécialiste du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, 2 postes d'agent(e) du Département de la sûreté et de la sécurité, 3 postes financés au moyen de fonds extrabudgétaires, 1 poste de spécialiste hors classe de la réforme du secteur de la sécurité et 2 postes d'ingénieur(e) financés par l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix ^e)	7	2	9	Non
Total partiel	16	17	33	
Total	232	379	611	

^a Membres du personnel du Centre international de calcul et de l'UNOPS travaillant sur des projets pour le Département de l'appui opérationnel et les missions de maintien de la paix dans le cadre d'accords contractuels. Les coûts associés à ces membres du personnel ne sont pas mis en recouvrement.

^b Les coûts au titre de l'occupation des locaux par le personnel du Centre international de calcul et de l'UNOPS travaillant pour le compte de clients autres que ceux du Département de l'appui opérationnel sont recouvrés par l'intermédiaire du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix.

^c Comprend les vacataires recrutés sur le plan international qui travaillent dans les locaux de la Base de soutien logistique, mais qui ne sont pas des membres du personnel du Centre international de calcul ou de l'UNOPS, comme les vacataires du Centre de contrôle du réseau et ceux s'occupant des services radio TETRA.

^d Cette catégorie correspond aux postes du Secrétariat de l'ONU qui se trouvent à la Base de soutien logistique, mais ne sont pas inscrits au tableau d'effectifs de celle-ci.

^e L'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix est un projet financé par le Gouvernement canadien qui a pour objet l'élaboration et l'application de normes d'hébergement en camps adaptées aux besoins des femmes.

Services fournis à d'autres entités et recouvrement des coûts

55. Au paragraphe 68 de son rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et le projet de budget de la Base pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/70/742/Add.9), qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/288, le Comité consultatif a estimé qu'il fallait permettre à l'Assemblée de mieux comprendre les services fournis à d'autres entités du Secrétariat et à des entités ne relevant pas du Secrétariat et lui donner un aperçu complet des ressources mises à la disposition de la Base. Il a recommandé que des informations complètes et transparentes sur les dépenses engagées et les recettes perçues pour tous les services fournis à d'autres entités du Secrétariat et à des entités ne relevant pas du Secrétariat soient systématiquement incorporées dans les rapports sur l'exécution du budget et les projets de budget. Au paragraphe 26 de son rapport (A/74/737/Add.6), approuvé par l'Assemblée dans sa résolution 74/282, le Comité consultatif a également estimé qu'il fallait que l'Assemblée dispose d'informations complètes et plus transparentes sur les services fournis aux différentes entités. Au paragraphe 43 de son rapport A/75/822/Add.10, approuvé par l'Assemblée, le Comité a dit de nouveau être d'avis qu'il fallait que l'Assemblée dispose d'informations complètes et plus transparentes sur les services fournis aux différentes entités, les ressources qui étaient nécessaires pour fournir ces services et les différentes modalités de financement et de recouvrement des coûts, ainsi que sur la comptabilisation des recettes et des dépenses correspondantes. La Base de soutien logistique a établi une instruction permanente concernant le recouvrement des coûts dans les conditions prévues par le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, qui prévoit plusieurs étapes : l'établissement de grilles de tarifs ; la mise en place d'accords avec les entités qui bénéficient des services ; la prise en compte de ces accords dans un plan de dépenses annuel ; la facturation des entités ; la comptabilisation des recettes et des dépenses dans un fonds de recouvrement des coûts distinct, conformément aux procédures financières ; la communication d'informations sur le recouvrement des coûts dans les rapports sur l'exécution des budgets et les projets de budget. Au cours de l'exercice 2020/21, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications et le Service de la chaîne d'approvisionnement ont fourni des services soumis à recouvrement des coûts, sur la base d'accords conclus avec diverses entités, comme indiqué dans le tableau 3.

56. La Base de soutien logistique des Nations Unies a fourni des services de connectivité, de stockage de données, de télécommunications et d'hébergement (centres informatiques et applications), des services de suivi des événements, des services internes (entretien, sécurité et électricité), des services d'information géospatiale et des services de sécurité informatique et de résilience opérationnelle et procédé au recouvrement des coûts en se servant des fonctions d'Umoja prévues à cet effet. Les coûts ont été établis à partir de grilles de tarifs et le mécanisme de recouvrement a permis d'engranger 12,3 millions de dollars au cours de l'exercice considéré.

57. Les produits tenant aux services de formation à la chaîne d'approvisionnement mondiale fournis aux missions de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales se sont élevés à 0,2 million de dollars. Des services d'entretien et d'entreposage d'une valeur de 11 800 dollars ont été fournis au Département de la sûreté et de la sécurité, au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, au PAM et à un entrepreneur au titre de réparations que la Base de soutien logistique a effectuées sur des conteneurs à la place de l'entrepreneur, celui-ci n'ayant pu se déplacer en raison des protocoles liés à la COVID-19.

58. Les montants recouverts au cours de l'exercice 2020/21 sont présentés dans le tableau 3.

Tableau 3

Analyse des montants remboursés au titre du recouvrement des coûts pendant l'exercice 2020/21

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Entité recevant un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
Bureau de l'informatique et des communications : Umoja	Services d'hébergement (hébergement de serveurs et infrastructure à la demande) ; stockage des données (moyens de stockage, réplication, sauvegarde, résilience opérationnelle) ; services de connectivité (ligne louée, Internet, réseau privé virtuel de site à site, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, services concernant les pare-feu, services de conseil en matière de réseau, réseau étendu intelligent, SWIFTNet (plateforme de communication sécurisée servant aux opérations financières), connectivité de réseau) ; suivi des événements ; services de plateforme (antispam) ; services d'application (hébergement de Moodle) ; services internes ; télécommunications (visioconférence)	4 812,0
Bureau de l'informatique et des communications	Services d'hébergement (hébergement de serveurs et infrastructure à la demande) ; stockage des données (moyens de stockage, réplication, sauvegarde, résilience opérationnelle) ; services de connectivité (ligne louée, Internet, réseau privé virtuel de site à site, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, services concernant les pare-feu, services de conseil en matière de réseau, réseau étendu intelligent, SWIFTNet, connectivité de réseau) ; suivi des événements ; services de plateforme (antispam) ; services d'application (hébergement de Moodle) ; services internes ; télécommunications (visioconférence)	2 404,5
Centre international de calcul des Nations Unies	Services d'hébergement (baies de stockage) ; services de connectivité (Internet, connectivité réseau) ; services internes	1 056,6
Bureau de l'informatique et des communications : Service des solutions institutionnelles	Services d'hébergement (cloud public)	923,6
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Services d'hébergement (baies de stockage, hébergement de serveurs et infrastructure à la demande) ; stockage des données (moyens de stockage, réplication, sauvegarde, résilience opérationnelle) ; services d'application (plateforme de développement d'applications, base de données et services de conseil) ; services de connectivité (liaison louée, Internet, réseau privé virtuel, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, connectivité réseau) ; suivi des événements, entretien et services d'entreposage	736,2
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	Services d'hébergement (infrastructure à la demande et hébergement de serveurs) ; stockage des données (moyens de stockage, sauvegarde, réplication, résilience opérationnelle) ; services d'application (base de données) ; services de connectivité (connectivité réseau, réseau privé virtuel de site à site, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, Internet) ; suivi des événements	619,9
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	Services d'hébergement (hébergement de serveurs et infrastructure à la demande) ; stockage des données (moyens de stockage, sauvegarde) ; services de connectivité (réseau privé virtuel de site à site, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel) ; services d'application (hébergement de bases de données, hébergement Web, services de conseil en matière d'applications) ; suivi des événements ; services internes	403,9
Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie	Services d'application (messagerie électronique)	277,6
Département des affaires économiques et sociales	Services d'hébergement (hébergement de serveurs et infrastructure à la demande) ; stockage des données (moyens de stockage, sauvegarde) ;	212,1

<i>Entité recevant un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
	services d'application (base de données) ; services de connectivité (Internet, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, connectivité réseau) ; suivi des événements	
Missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales	Services de formation concernant la chaîne d'approvisionnement mondiale	195,9
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	Services de connectivité (Internet, liaison et services satellitaires)	130,7
Commission économique pour l'Afrique	Services de connectivité (Internet, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, liaison et services par satellite, services de conseil en matière de réseau, lignes louées, réseau étendu intelligent, réseau privé virtuel de site à site) ; télécommunications (visioconférence, voix)	124,7
Tribunal spécial pour le Liban	Services d'application (messagerie électronique) ; services de connectivité (réseau privé virtuel de site à site) ; services d'hébergement (hébergement de serveurs et infrastructure à la demande) ; services de communications sécurisées	122,1
Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Programme des Nations Unies pour l'environnement (Nairobi)	Services d'hébergement (cloud) ; services de connectivité (réseau étendu intelligent et réseau privé virtuel de site à site)	111,1
Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables	Services d'hébergement (services de conseil concernant les centres de données), services de gestion de projets (services de conseil)	73,5
Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux	Services de connectivité (services de conseil) ; télécommunications (voix)	48,8
Office des Nations Unies à Nairobi	Services d'hébergement (cloud public)	41,3
Groupe de la gestion de l'information du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix	Services d'hébergement (cloud public)	36,3
Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges	Services d'hébergement (infrastructure à la demande et infrastructure dans le cloud) ; stockage des données ; services de connectivité (connectivité réseau, accès à l'infrastructure de bureau virtuel de site à site, réseau étendu intelligent) ; télécommunications (voix)	36,3
Bureau de l'administration de la justice	Services d'application (services consultatifs)	27,0
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Services de connectivité (connectivité réseau) ; stockage des données (sauvegarde) ; services d'hébergement (hébergement de serveurs et infrastructure à la demande) ; services de sécurité	18,2
Programme alimentaire mondial	Services d'hébergement (baies de stockage) ; services de connectivité (Internet, connectivité réseau, liaison hertzienne) ; télécommunications (voix) ; services internes ; entretien et services d'entrepôt	15,9
Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne	Services de messagerie du Département de l'appui opérationnel ; hébergement d'applications ; infrastructure à la demande ; sauvegarde et restauration de données ; communications (voix) ; suivi des événements concernant les infrastructures informatiques ; rapport mensuel sur les services	14,9
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	Services d'information géospatiale (solutions hors ligne, solutions en ligne et services divers)	14,5
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et Équipe d'enquêteurs des	Services d'hébergement (hébergement de serveurs) ; stockage des données (moyens de stockage) ; services de connectivité (accès client au réseau privé	12,1

<i>Entité recevant un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, équilibrage de la charge réseau)	
Organisation internationale pour les migrations	Services internes	10,2
CNUCED	Services d'hébergement (baies de stockage) ; services de connectivité (Internet) ; suivi des événements ; services internes	8,8
Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice	Stockage des données (sauvegarde) ; télécommunications (visioconférence)	3,9
Département de la sûreté et de la sécurité	Entretien et services d'entreposage	3,9
Office des Nations Unies à Vienne	Services d'hébergement (cloud public)	3,7
Programme des Nations Unies pour l'environnement : Genève	Services d'hébergement (hébergement de serveurs) ; stockage des données (moyens de stockage, sauvegarde) ; suivi des événements ; connexion à Internet	3,6
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	Services d'application (services de conseil spécialisés) ; services d'hébergement (hébergement de serveurs et infrastructure à la demande) ; stockage des données (moyens de stockage, sauvegarde) ; services de connectivité (Internet, équilibrage de la charge réseau) ; suivi des événements	3,3
Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle	Services d'hébergement (cloud public)	2,4
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	Services d'information géographique (solutions hors ligne)	1,8
Entrepreneur	Entretien et services d'entreposage	1,8
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Entretien et services d'entreposage	1,4
Total		12 514,5

59. La Base de soutien logistique des Nations Unies a utilisé les montants qui lui avaient été remboursés au titre du recouvrement des coûts pour assurer la maintenance des moyens, installations et infrastructures informatiques nécessaires pour honorer les accords de prestation de services conclus avec ses clients. De plus, au cours de l'exercice, elle a eu recours aux services d'un(e) informaticien(ne) hors classe (P-5) et d'un(e) assistant(e) administratif(ve) (agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national), dont les emplois ont été financés au moyen de fonds extrabudgétaires recouverts à la suite de la fourniture de services ; les titulaires étaient chargés de la coordination et de la gestion des recettes provenant du recouvrement des coûts. L'informaticien(ne) hors classe a géré le portefeuille de recouvrement des coûts, d'une valeur supérieure à 12,5 millions de dollars, veillant pour ce faire à ce que tous les éléments voulus soient en place : il ou elle a supervisé l'établissement et l'approbation des plans de dépenses, assuré le suivi de l'exécution des accords, supervisé la facturation aux clients et rendu compte aux États Membres de l'emploi des ressources allouées.

Exécution financière

60. Le taux d'exécution global du budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 s'est établi à 100,0 %.

61. L'exécution du budget de la Base de soutien logistique pendant l'exercice s'est caractérisée par des dépenses plus élevées que prévu au titre du personnel civil

(3 133 900 dollars), en raison de la dépréciation de 6,1 % du dollar des États-Unis par rapport à l'euro, qui a eu une incidence sur les dépenses engagées au titre des traitements du personnel recruté sur le plan national, réglées en euros, et sur l'indemnité de poste versée au personnel recruté sur le plan international et basé à Brindisi et à Valence. En outre, les taux de vacance de postes effectifs (15,1 %) ont été inférieurs à ceux qui avaient été prévus au budget (16,0 %) pour le personnel recruté sur le plan international, ce qui a contribué au dépassement de crédits concernant le personnel civil.

62. Les dépenses opérationnelles se sont élevées à 17 631 900 dollars, soit un solde inutilisé de 3 139 000 dollars. Il a été procédé à des changements de priorité de façon à pouvoir financer le surcroît de dépenses liées au personnel civil. Les changements ont porté sur les voyages officiels, les installations et infrastructures et l'informatique et les communications.

63. Une analyse des écarts figure au chapitre IV du présent rapport.

C. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays

64. La Base de soutien logistique a apporté son concours au PAM en lui fournissant des services informatiques et des services de communication, ainsi que des services internes.

65. En raison de la pandémie, la Base de soutien logistique n'a pas pu organiser des cours ou des conférences en présentiel pendant l'exercice. Elle a apporté son concours au Département de l'appui opérationnel et au Bureau des ressources humaines pour les activités virtuelles suivantes : conférence des directeurs et chefs de l'appui aux missions, accompagnement des carrières à l'intention des participants au programme Jeunes administrateurs, programme de sensibilisation à l'égalité des sexes et formation technique certifiée proposée par la Computer Technology Industry Association par l'intermédiaire du Centre international de calcul.

D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

66. Pendant l'exercice, la Base de soutien logistique des Nations Unies a contribué à trois réalisations escomptées, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Les produits qui relèvent de la réalisation escomptée 1.1 sont regroupés par domaine d'activité : services de la chaîne d'approvisionnement ; technologies géospatiales, informatique et télécommunications ; services de conférence et de formation ; services régionaux de sécurité aérienne ; services d'opérations aériennes stratégiques ; services des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions et de vérification des références ; services de sécurité au travail. Les produits qui relèvent de la réalisation escomptée 1.2 sont regroupés comme suit : amélioration des services ; audit, contrôle des risques et conformité ; budget, finances et communication de l'information ; personnel civil ; déontologie et discipline ; technologies géospatiales, informatique et télécommunications ; services relatifs aux installations, aux infrastructures et au génie ; gestion du carburant ; gestion de la chaîne d'approvisionnement ; gestion des véhicules et services de transport terrestre ; services médicaux ; services de sûreté et de sécurité ; gestion de l'environnement. Les produits qui ont trait à la Force de police permanente et au Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires relèvent de la réalisation escomptée 1.3.

Réalisation escomptée 1.1 : Fourniture aux missions clientes de services d'appui technique et opérationnel rapides, efficaces, efficients et responsables

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

1.1.1 Pourcentage de missions clientes satisfaites de la chaîne d'approvisionnement et des services d'appui aux opérations (2018/19 : 92,5 % ; 2019/20 : 95 % ; 2020/21 : 95 %)

Objectif atteint. 97,8 % des clients étaient satisfaits de la qualité des services dont ils ont bénéficié

1.1.2 Pourcentage de plans d'acquisition des missions passés en revue et analysés pour appuyer l'établissement d'un plan de gestion centralisée de la demande pour le Département de l'appui opérationnel (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 100 %)

Objectif atteint. La totalité des besoins des missions ont été coordonnés, passés en revue et regroupés pour appuyer la Division de la logistique du Département de l'appui opérationnel dans l'élaboration d'un plan de gestion centralisée des demandes et des acquisitions

1.1.3 Pourcentage de demandes de recherche de fournisseurs présentées par les missions ayant reçu une réponse dans les 2 jours ouvrables pour les articles uniques entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU et dans les 5 jours ouvrables pour les articles multiples et les biens excédentaires des missions (2018/19 : 95 % ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 95 %)

Objectif atteint. La totalité des demandes de recherche de fournisseurs présentées par les missions en vue d'obtenir des articles uniques entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU ont reçu une réponse dans les 2 jours ouvrables et dans les 5 jours ouvrables pour les articles multiples et les biens excédentaires des missions

1.1.4 Pourcentage de demandes des missions concernant des articles entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU prêtes dans les 30 jours entre la date de la demande de transfert de stocks et celle de la demande de fret (2018/19 : 64 % ; 2019/20 : 46 % ; 2020/21 : 95 %)

62 % des demandes ont été prêtes dans les 30 jours, et les 38 % restants l'ont été après 30 jours

Les retards dans le délai global d'expédition tiennent à ce qui suit : a) la forte augmentation des commandes de stocks de matériel médical et pharmaceutique lié à la COVID-19, en raison de laquelle il a fallu définir de nouvelles priorités entre les articles à expédier ; b) les problèmes de capacité de transport maritime et de transport aérien au niveau mondial causés par la pandémie ; c) l'allongement du temps de traitement nécessaire pour que les prestataires de services de transport de marchandises présentent leurs soumissions

1.1.5 Pourcentage d'articles entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou d'éléments de matériel entretenus, réparés et mis à l'essai dans les 15 jours ouvrables suivant la date du bon d'intervention (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 98,4 % ; 2020/21 : 100 %)

97,3 % des articles entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou d'éléments de matériel ont été entretenus, réparés et mis à l'essai dans les 15 jours ouvrables suivant la date du bon d'intervention

30 demandes de service (sur un total de 1 117) pour lesquelles les indicateurs clefs de résultats n'ont pas été réalisés ont trait au processus administratif de clôture des demandes, qui s'est ressenti de perturbations et d'une lourde charge de travail à l'atelier, de la modification des procédures de travail et de l'incapacité des prestataires de fournir les services et le matériel commandés compte tenu des restrictions liées à la COVID-19

1.1.6 Pourcentage de véhicules et d'éléments de matériel de la réserve de l'ONU remis en état dans

95,5 % des véhicules et des éléments de matériel de la réserve de l'ONU ont été remis en état dans un délai de 90 jours

un délai de 90 jours (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : sans objet ; 2020/21 : 100 %)	L'écart tient à ce que 1 demande de service sur 21 n'a pu être exécutée conformément aux objectifs fixés dans l'indicateur, le personnel ayant été affecté à d'autres travaux de remise en état qu'il était plus urgent de terminer et à la préparation du matériel en vue de l'exécution des demandes de transfert de stock
1.1.7 Pourcentage de demandes d'équipes d'appui présentées par des missions qui ont donné lieu à un déploiement dans les 15 jours ouvrables suivant la date d'approbation (2018/19 : 77,4 % ; 2019/20 : 91 % ; 2020/21 : 95 %)	57 % des équipes d'appui demandées ont été déployées dans les 15 jours ouvrables suivant la date d'approbation L'écart s'explique par la restriction des déplacements liée à la pandémie de COVID-19
1.1.8 Pourcentage de missions clientes satisfaites des services fournis dans les domaines des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications (2018/19 : 98,4 % ; 2019/20 : 97 % ; 2020/21 : 92 %)	Objectif atteint. 98,9 % des missions clientes étaient satisfaites des services dont elles ont bénéficié
1.1.9 Disponibilité des applications des missions hébergées sur un serveur central (2018/19 : 99,9 % ; 2019/20 : 99,9 % ; 2020/21 : 99,8 %)	Objectif atteint. La totalité des services d'application étaient disponibles
1.1.10 Disponibilité du réseau étendu et de l'infrastructure du pôle informatique correspondant (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 99,5 %)	Objectif atteint. La totalité de l'infrastructure du réseau étendu était disponible
1.1.11 Pourcentage de problèmes informatiques traités conformément aux accords de prestation de services (2018/19 : 97,4 % ; 2019/20 : 97,9 % ; 2020/21 : 95 %)	Objectif atteint. 98,8 % des problèmes informatiques ont été traités conformément aux accords de prestation de services
1.1.12 Efficacité de l'exploitation de la capacité de transmission par satellite, mesurée en bits par hertz (2018/19 : 2,9 ; 2019/20 : 3,1 ; 2020/21 : 3,0)	Objectif atteint. La capacité de transmission par satellite était exploitée à hauteur de 3,2 bits par hertz
1.1.13 Pourcentage de mouvements aériens stratégiques contrôlés et suivis centralement (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 100 %)	Objectif atteint. La totalité des mouvements aériens stratégiques affectés au Centre stratégique des opérations aériennes ont été contrôlés et suivis centralement
1.1.14 Pourcentage de mouvements d'avions à large fuselage et d'opérations de relève des contingents gérés, assignés, contrôlés et suivis (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 100 %)	Objectif atteint. La totalité des mouvements d'aéronefs à large fuselage (4) et à fuselage étroit (5) faisant l'objet de contrats d'affrètement de longue durée pour la relève des contingents et affectés au Centre stratégique des opérations aériennes ont été gérés, assignés, contrôlés et suivis
1.1.15 Pourcentage de demandes d'assistance technique environnementale sur le terrain visant à appuyer 12 missions dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des eaux usées et de la gestion des déchets solides qui sont satisfaites dans un délai de 90 jours (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 98,4 % ; 2020/21 : 95 %)	Objectif atteint. La totalité des demandes d'assistance technique environnementale sur le terrain visant à appuyer 12 missions dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des eaux usées et de la gestion des déchets solides ont été satisfaites dans un délai de 90 jours

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i> <i>Observations</i>
Services de la chaîne d'approvisionnement	
Fourniture, à 5 opérations de maintien de la paix, d'un appui technique et opérationnel en matière de planification et de conception de projets de génie, et établissement de 5 dossiers d'appel d'offres, y compris tous les documents techniques demandés par les clients	Oui Un appui technique et opérationnel en matière de planification et de conception de projets de génie a été fourni aux missions et entités suivantes : 7 opérations de maintien de la paix [MINUSMA, FISNUA, MONUSCO, UNFICYP, MINUSS, Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP) et BANUS] 4 missions politiques spéciales (Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et MINUAAH, UNOWAS, Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et MINUATS) 5 autres entités (l'Office des Nations Unies à Nairobi, l'ONUSDC, le Siège de l'Organisation, le Centre de services régional d'Entebbe et la Base de soutien logistique des Nations Unies)
Établissement de 2 rapports mondiaux et de bilans trimestriels concernant la planification de la demande afin de faciliter l'élaboration d'un plan de gestion centralisée de la demande pour le Département de l'appui opérationnel	Oui Des dossiers d'appel d'offres complets ont été constitués pour les entités suivantes : l'Office des Nations Unies à Nairobi (2), l'UNFICYP (3), la Base de soutien logistique (2), la MINUSMA (4) et le Siège (4) Sans objet Ce produit a été remplacé par des réunions mensuelles de planification intégrée des activités et les outils d'analyse décisionnelle de la Division de la logistique, permettant de suivre et d'analyser la manière dont les plans relatifs aux chaînes d'approvisionnement mondiales et locales évoluent au fur et à mesure de leur mise en œuvre
Fourniture de conseils techniques (80 cas) dans les domaines du génie et du transport et de l'approvisionnement général en biens et services dans les délais prévus par les instructions permanentes	64 Évaluations techniques ont été fournies pour des projets de génie complexes, des dossiers de transport de surface et des autorisations techniques concernant l'approvisionnement général en biens et services dans les délais prévus par les instructions permanentes Ce chiffre, inférieur aux prévisions, tient principalement au fait que l'on a délégué davantage de pouvoirs aux entités sur le terrain pour les besoins dans les domaines du génie, du transport et de l'approvisionnement général et pour les biens et services stratégiques
Examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique afin de satisfaire les	Oui L'examen annuel a été achevé avant le 30 juin 2021 et approuvé sans modification par rapport à 2019/20, en attendant la présentation

besoins associés au démarrage d'opérations de maintien de la paix

Maintenance, réparation et mise à l'essai d'environ 703 véhicules (véhicules faisant partie des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU ou appartenant à la Base de soutien logistique), d'environ 815 articles (matériel divers) tels que des groupes électrogènes et du matériel de bureau, et de 2 195 autres articles (fournitures) entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique et de la réserve de matériel de l'ONU

Acquisition et coordination de 14 séances de formation technique et de formation à la chaîne d'approvisionnement

à l'Assemblée générale, pour qu'elle l'examine, du rapport sur la gestion des stocks pour déploiement stratégique et le concept d'opérations révisé

- 517 Véhicules ont été entretenus, réparés et mis à l'essai :
- 375 véhicules faisant partie des stocks pour déploiement stratégique
 - 134 véhicules appartenant à la Base de soutien logistique
 - 8 véhicules faisant partie de la réserve de matériel de l'ONU
- Le nombre de véhicules entretenus, réparés et mis à l'essai, inférieur aux prévisions, tient au nombre de demandes de transfert de stock traitées pour les expéditions et au plan d'entretien et de réparation établi afin d'améliorer l'état des véhicules et de réduire le délai d'expédition

- 1 403 Éléments de matériel ont été entretenus, réparés et mis à l'essai :
- 174 engins du génie spécialisés entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique
 - 1 030 éléments de matériel médical entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique
 - 49 articles (fournitures) appartenant à la Base de soutien logistique
 - 150 engins du génie spécialisés et groupes électrogènes appartenant à la Base de soutien logistique
- Ce nombre d'articles entretenus plus élevé que prévu tient au stock de matériel médical et de fournitures qui a été transféré d'un stock géré par un fournisseur et à l'entretien réalisé pendant l'exercice 2019/20

- 2 195 Articles (fournitures) entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique et de la réserve de matériel de l'ONU

- 29 Formations ont été organisées : 21 qui se sont tenues en ligne et 1 en présentiel ; 3 programmes (1 à l'intention des fonctionnaires des transports (hors classe) et 2 à l'intention des demandeurs) qui ont été mis en place en ligne ; 4 programmes sur la certification de la chaîne d'approvisionnement

	qui étaient encore en cours à la fin de l'exercice considéré
	Le nombre de formations a été supérieur aux prévisions en raison d'une plus forte demande de la part du personnel liée au fait que les sessions ont été organisées en ligne compte tenu de la restriction des déplacements liée à la COVID-19
Examen et validation d'un plan préliminaire de cession des actifs en vue de la liquidation d'une mission (MINUAD) dans un délai de 10 jours ouvrables	Non Le plan préliminaire de cession des actifs de la MINUAD n'a pas été achevé, la mission étant toujours en phase de retrait à la fin du cycle budgétaire
Coordination de la cession et de la mise au rebut du matériel d'une mission de maintien de la paix (MINUAD)	Oui La Base de soutien logistique a mis à la disposition de la MINUAD, pour son retrait et la préparation de sa liquidation, une équipe d'appui à distance qui a contribué, par la voie électronique, aux mises à jour d'Umoja, à l'analyse de données, à la réduction de l'arriéré de traitement, à l'établissement de rapports de gestion et au rapprochement des données afin de rendre compte des activités de cession et de mise au rebut menées par la mission L'appui à distance se poursuivra au cours du prochain exercice
Appui sur site aux missions dans divers domaines, notamment les opérations logistiques, la gestion de l'environnement et le génie, par le déploiement de 30 équipes d'appui aux missions	12 Équipes d'appui ont été déployées dans les missions ci-après pendant l'exercice considéré : MINUAD (3), BINUGBIS (2), Bureau de l'Envoyé spécial pour le Burundi (3), MINUSMA (2), FNUOD (1) et BANUS (1) Les demandes d'appui sur site ont été moins nombreuses que prévu du fait de la restriction des déplacements imposée par la COVID-19. Toutefois, les équipes ont appuyé à distance les opérations relatives aux stocks liées à la liquidation de la MINUAD
Établissement de bilans trimestriels sur les données compilées concernant le respect et l'exécution des contrats	Oui 5 631 bilans sur l'exécution des contrats ont été établis (5 528 bilans publiés) et portaient sur 4 034 contrats (contrats-cadres mondiaux et contrats propres à une mission) dans 30 missions
Technologies géospatiales, informatique et télécommunications	
Gestion et mise à jour de 5 bases de données mondiales (OGI, BASE, CARTO, Datastore et RST) et de normes en matière d'informations géospatiales opérationnelles communes aux opérations ou aux missions (COGI/MOGI) et de géovisualisation	5 Bases de données mondiales et plateformes, solutions et services géospatiaux ont été gérés et mis à jour : a) OGI (principal répertoire où sont stockées et sécurisées les données opérationnelles) ; b) BASE [principal répertoire où sont hébergées les données de

Production de 200 cartes (thématiques, topographiques et de base) et de 80 cartes de localisation et géoanalyses ; fourniture de 30 services liés aux eaux souterraines et au sous-sol (levés, étude et détection de fosses communes et d'infrastructures)

Fourniture, gestion et appui en ce qui concerne le système Clear Map ; les services de cartographie mondiaux de l'ONU (6 composantes : Field Street Map, Image Maps, Operational Map, Globe, Maps Directions et recherche) ; 3 plateformes géospatiales, via le système d'information géospatiale en nuage de la Base de soutien logistique (système de gestion des contenus GeoPortal, et développement et hébergement de données géospatiales) ; 75 services de cartographie web ; 5 solutions sur mesure pour des missions ;

base utilisées pour les cartes de base (service de cartographie de l'ONU)] ; c) CARTO (répertoire mondial où sont stockées et gérées les données topographiques pour la production de cartes topographiques en courbes de niveau) ; d) Datastore (principal répertoire où les données des missions sont stockées et mises à jour par synchronisation) ; e) RST (base de données dédiée aux données raster, où les ensembles de données sont stockés dans une mosaïque source et où leurs attributs sont traités)

2 Normes COGI/MOGI ont été gérées et mises à jour

1 Norme relative à la géovisualisation a été gérée et mise à jour

210 Cartes ont été produites

132 Produits d'imagerie de localisation et évaluations géoanalytiques ont été réalisés : 69 produits d'imagerie géospatiale et analyses géographiques, pour répondre à la demande croissante des missions, en particulier la MANUL et la MINURSO

55 analyses géospatiales et environnementales, en raison du grand nombre de demandes émanant de la MINUAD et liées à la liquidation prochaine de la mission et à la nécessité de délivrer des certifications et de remettre à disposition les sites fermés

5 analyses par géoradar et rapports sur le sous-sol

3 évaluations analytiques de la surveillance à distance des infrastructures

39 Services liés aux eaux souterraines et au sous-sol (levés, étude et détection de fosses communes et d'infrastructures) ont été fournis

Oui Le service Clear Map a été fourni et géré, et l'appui connexe a été apporté

6 Composantes des services de cartographie mondiaux de l'ONU ont été fournies et gérées, et l'appui connexe a été apporté

3 Plateformes géospatiales ont été fournies et gérées, et l'appui connexe a été apporté, via le système d'information géospatiale en nuage de la Base de soutien logistique

79 Services de cartographie Web ont été fournis et gérés, et l'appui connexe a été apporté

3 solutions Unite Aware Maps, à l'appui du programme d'appréciation de la situation

10 Solutions sur mesure pour des missions ont été fournies et gérées, et l'appui connexe a été apporté

1 Solution Unite Aware Maps a été fournie et gérée à la MINUSCA, et l'appui connexe a été apporté, à l'appui du programme d'appréciation de la situation de la plateforme commune d'imagerie opérationnelle

Ce produit, inférieur aux prévisions en ce qui concerne les solutions Unite Aware Maps, s'explique principalement par le fait que l'on a mis davantage l'accent sur la gestion et l'amélioration de la solution destinée à la MINUSCA, la collecte de données pour le BANUS, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et la MINUSMA ayant commencé en mai 2021

Soutien à 1 300 utilisateurs des services géospatiaux fournis aux missions de maintien de la paix et aux missions politiques, au Secrétariat et aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies

2 450 Utilisateurs des services géospatiaux ont reçu un soutien dans les missions de maintien de la paix et missions politiques, au Secrétariat et dans les organismes, fonds et programmes des Nations Unies

Ce chiffre, plus élevé que prévu, s'explique par la mise en place des plateformes, solutions et services mondiaux de données géospatiales supplémentaires

Exploitation et gestion de 194 applications hébergées sur un serveur central (comme Umoja) et appui connexe, y compris l'installation et la mise à l'essai des fonctionnalités de reprise des activités après un sinistre dans les opérations de maintien de la paix et missions politiques, pour 65 000 utilisateurs environ

193 Applications hébergées sur un serveur central ont été exploitées et entretenues et un appui connexe a été fourni à 65 757 utilisateurs dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques

5 mises à l'essai de nouvelles applications par an

8 Mises à l'essai de nouvelles applications ont été effectuées

Ce nombre de mises à l'essai, supérieur aux prévisions, tient à l'accroissement de la demande d'applications

Maintien de 2 certifications ISO concernant la gestion des services informatiques (ISO/IEC 20000) et la sécurité de l'information (ISO/IEC 27001:2013)

2 Certifications ISO ont été renouvelées pour garantir le respect des normes internationales en matière de gestion des services informatiques et la sécurité de l'information

Exploitation et gestion de 2 centres de données certifiés situés dans deux endroits et appui connexe, dont la fourniture de services d'hébergement, de centres de données virtuels, d'infrastructures de bureau virtuel, de l'infrastructure sous-jacente des services de messagerie et de services de courtage et de gestion

2 Centres de données certifiés ont été exploités et gérés, un appui connexe a été apporté et des services ont été fournis à 62 207 utilisateurs

Le nombre d'utilisateurs, inférieur aux prévisions, s'explique par la réduction des effectifs des missions et la suppression des comptes faisant doublon et de ceux des membres du personnel qui ont quitté

de l'informatique en nuage hybride pour 75 000 utilisateurs

Exploitation et gestion de 10 systèmes de soutien à l'infrastructure nécessaire à l'hébergement et à la connectivité du progiciel de gestion intégré Umoja, y compris l'appui relatif à la couche d'accès pour 22 000 utilisateurs

Gestion, mise à jour et amélioration de 14 processus de gestion des services informatiques

Gestion et mise à jour du plan antisinistre pour les services mondiaux fournis par le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications, et gestion et coordination de 5 exercices de reprise après sinistre pour les systèmes de soutien mondiaux

Exploitation, gestion et configuration d'un service de suivi des événements à l'échelle mondiale pour 14 opérations de paix (dont le Centre de services régional d'Entebbe, la Base de soutien logistique et le BANUS)

Coordination, gestion et mise à jour de 2 évaluations de la conformité informatique avec les politiques et normes de l'Organisation

Examen et coordination des mesures correctrices à appliquer aux configurations des règles de pare-feu pour 4 pare-feux de gestion du réseau mondial

l'Organisation, l'infrastructure sous-jacente et le nombre de sites pris en charge n'ayant pas changé de manière sensible

10 Systèmes de soutien à l'infrastructure ont été exploités et gérés pour 18 202 utilisateurs

Le nombre d'utilisateurs, plus faible que prévu, s'explique par la réduction des effectifs des missions ainsi que par la suppression des comptes faisant doublon et de ceux des membres du personnel qui ont quitté l'Organisation. Toutefois, l'infrastructure de soutien à Umoja est constamment entretenue du fait de l'ajout de nouveaux modules et de nouvelles fonctionnalités

19 Processus de gestion des services informatiques ont été gérés, mis à jour et améliorés

Ce produit, supérieur aux prévisions, tient principalement aux processus obligatoires instaurés eu égard à la nouvelle version de la norme ISO 20000:2018

Oui La mise à jour annuelle du plan antisinistre pour les services mondiaux a été effectuée et 5 exercices de reprise après sinistre ont été organisés

15 Opérations de paix (le Centre de services régional, la Base de soutien logistique, le BANUS, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la FISNUA, la MINUAD, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, la MINURSO, la MINUSCA, la MINUSMA, la MINUSS, la MONUSCO, l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, l'UNFICYP et l'UNMOGIP) ont bénéficié de l'exploitation, de la gestion et de la configuration d'un service de suivi des événements à l'échelle mondiale

Ce produit plus élevé que prévu tient à l'ajout de la FINUL en avril 2021

2 Évaluations de la conformité informatique avec les politiques et normes de l'Organisation ont été coordonnées, gérées et mises à jour

4 Pare-feux de gestion du réseau mondial ont été examinés, les mesures correctrices à appliquer aux configurations des règles de pare-feu étant coordonnées

Coordination de 5 évaluations par an de la sécurité des infrastructures mondiales du Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications

Fourniture de services de raccordement au réseau étendu à plus de 300 sites dans le monde entier (missions clientes et autres bureaux des Nations Unies), afin que plus de 50 000 utilisateurs finaux bénéficient de liaisons satellites, de liaisons louées privées et de réseaux privés virtuels sur Internet

Exploitation et maintenance de l'infrastructure et appui connexe, afin de fournir des services de liaison radio numérique à plus de 35 000 utilisateurs dans les 10 entités des Nations Unies (missions de maintien de la paix, centres de services et missions politiques) suivantes : MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO, Centre de services régional, MANUA, MINUAD, Base de soutien logistique, FISNUA, MINUSS et MANUL

Exploitation et maintenance de l'infrastructure et appui connexe, afin d'offrir des services de visioconférence à des missions de maintien de la paix et à d'autres bureaux des Nations Unies, soit en moyenne 1 500 visioconférences organisées et 5 000 points raccordés chaque mois

Exploitation et maintenance de l'infrastructure et appui connexe, afin de fournir des services de téléphonie entre les missions et vers l'étranger à 27 missions clientes et bureaux des Nations Unies, pour une capacité moyenne de 400 000 appels chaque mois

5 Évaluations de la sécurité des infrastructures mondiales ont été réalisées

252 Sites ont bénéficié de services de raccordement au réseau étendu qui ont profité à environ 56 165 utilisateurs finaux

Le nombre de sites est inférieur aux prévisions en raison de la diminution du nombre de stations satellites liée à la réduction des effectifs des missions, même si la taille et la capacité de l'infrastructure de raccordement au réseau étendu sont restées inchangées

Le nombre d'utilisateurs finaux d'Office 365 a fluctué du fait du nettoyage périodique des données relatives aux licences

35 325 Utilisateurs de 11 missions clientes ont bénéficié de services de liaison radio numérique fournis par des infrastructures exploitées, entretenues et appuyées par la Base de soutien logistique

Le nombre plus élevé que prévu d'entités des Nations Unies qui ont bénéficié de services tient à l'appui apporté pour que le BANUS puisse bénéficier des services TETRA centralisés

865 Visioconférences ont été organisées

3 109 Points ont été raccordés chaque mois

Le nombre de visioconférences organisées et de points raccordés est inférieur aux prévisions en raison de l'adaptation des outils à laquelle il a fallu procéder du fait de la COVID-19. Les visioconférences se sont tenues principalement au moyen de l'application collaborative Teams employée pour le travail à distance, et la capacité libérée a été utilisée pour mettre en place les connexions nécessaires pour les visioconférences multipoint des séances du Conseil de sécurité et d'autres réunions complexes et apporter l'appui connexe

40 Missions clientes et bureaux des Nations Unies ont bénéficié de services d'appui

191 802 Appels téléphoniques ont été passés par mois en moyenne

Le nombre d'appels téléphoniques est inférieur aux prévisions en raison de l'adoption de l'application collaborative Teams pour les communications, les ressources libérées étant réaffectées à l'appui à l'intégration de cette

	application dans le système de téléphonie de l'Organisation
Test trimestriel de basculement des composants essentiels des liaisons satellite et réseau entre Brindisi et Valence pour garantir la résilience et résoudre tout problème décelé durant le même trimestre	4 Tests de basculement ont été réalisés
Exploitation et maintenance de l'infrastructure et appui connexe pour la gestion de liaisons satellites de haute efficacité avec une capacité allouée dynamiquement selon la demande utilisateurs pour un maximum de 250 lieux d'affectation hors Siège	190 Lieux d'affectation hors Siège ont utilisé des liaisons satellite de haute efficacité Ce nombre de lieux d'affectation hors Siège inférieur aux prévisions s'explique par la réduction des effectifs des missions
Établissement de liaisons dans les nouvelles missions ou les missions de renfort dans les 24 heures suivant l'arrivée du matériel informatique et du matériel de communications ainsi que du personnel spécialisé du Centre de services mondial	Oui Les liaisons ont été établies dans les 24 heures suivant l'arrivée du matériel informatique et du matériel de communications, tels que les produits de communication modulaires (éléments du programme du Département de l'appui opérationnel et du Bureau de l'informatique et des communications appelé « M-Programme ») déployés dans les missions
Fourniture de services d'appui au bureau chargé de la gestion des projets, de rapports mensuels et hebdomadaires et de services d'assurance de la performance en la matière pour 50 projets enregistrés dans le serveur de projets	120 Projets ont été enregistrés dans le serveur de projets Le nombre de projets, supérieur aux prévisions, tient à la demande accrue de solutions en ligne, notamment de formations
Fourniture de services complets de gestion de projet pour 20 projets de types et d'ampleur variables en fonction des besoins institutionnels et régionaux ainsi que des besoins des missions et du Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications	62 Projets de types variables ont bénéficié de services Le nombre de projets est supérieur aux prévisions en raison de la demande accrue de solutions en ligne, notamment de formations
Organisation de 2 ateliers sur le cadre de gestion de projet à l'intention des gestionnaires de projet	2 Ateliers sur le cadre de gestion de projet ont été organisés à l'intention des gestionnaires de projet
Organisation de 2 réunions virtuelles à l'intention des responsables de l'innovation dans les missions, dont 1 tous les semestres	2 Réunions virtuelles ont été organisées à l'intention des responsables de l'innovation dans les missions, dont 1 tous les semestres
Développement, amélioration, déploiement et gestion de 4 solutions technologiques (concernant des drones, la radio haute fréquence définie par logiciel, un système de gestion de contenus vidéo et des services médicaux de télésanté) à mettre en œuvre dans des missions, et appui connexe	20 Solutions technologiques (concernant des drones, la radio haute fréquence définie par logiciel, un système de gestion de contenus vidéo et des services médicaux de télésanté) à mettre en œuvre dans des missions ont été développées, améliorées, déployées et gérées, et l'appui connexe a été apporté Le nombre de solutions supérieur aux prévisions tient au maintien des mesures liées à la pandémie, les missions et les partenaires ayant manifesté un intérêt accru pour des solutions d'appui aux opérations et de

Élaboration de matériel de formation pour 4 cours sur les solutions technologiques adoptées par l'École des transmissions militaires des Nations Unies

Services de conférence et de formation

Services de coordination et d'appui pour les conférences et les activités de formation organisées à l'intention de 1 000 membres de missions de maintien de la paix et de 500 autres participants, le taux de satisfaction des clients étant au moins égal à 90 %

Organisation, gestion et mise en œuvre de 3 programmes de formation et de 12 sessions de cours en classe destinés aux membres du personnel de la Base de soutien logistique et prévus dans le plan de formation

poursuite des opérations qui soient de nature technologique

- 4 Cours sur les solutions technologiques adoptées par l'École C4ISR des Nations Unies au service des opérations de paix (anciennement « École des transmissions militaires des Nations Unies ») ont été élaborés

Oui 762 membres de missions de maintien de la paix et 202 autres personnes ont participé à des conférences et activités de formation ayant fait l'objet d'un appui, et le taux de satisfaction des clients était de 99,9 %

Le nombre de participants est inférieur aux prévisions en raison de la restriction des déplacements liée à la pandémie de COVID-19. Toutefois, au quatrième trimestre de l'exercice considéré, le Centre de conférence et de perfectionnement de la Base de soutien logistique a fourni de plus en plus de services en ligne de coordination et d'appui pour les conférences et les activités de formation, le nombre de participants s'établissant à 512 pour les membres de missions de maintien de la paix et à 53 pour les membres d'autres entités

- 6 Programmes de formation dans des domaines non techniques ont été dispensés aux membres du personnel de la Base de soutien logistique, sur les thèmes suivants : les compétences d'encadrement en ce qui concerne l'appui aux programmes et les fonctions administratives ; le passeport de compétences informatique international ; l'intelligence émotionnelle sur le lieu de travail ; la pensée critique et la résolution de problèmes ; la gestion de la relation client ; la rencontre des volontés
- 20 Sessions de cours virtuels et de cours en salle dirigés par un instructeur ont été dispensées aux membres du personnel de la Base de soutien logistique

Le nombre de programmes de formation et de sessions de cours, supérieur aux prévisions, s'explique par le fait que les activités prévues, qui devaient se tenir en présentiel, ont été transformées en un plus grand nombre de sessions à distance, et par une demande accrue

Poursuite de l'achèvement des cours de formation obligatoires : taux de suivi minimal de 90 % pour tous les cours obligatoires

Services régionaux de sécurité aérienne

Services de formation en matière de sécurité aérienne au personnel du Département de l'appui opérationnel et des missions et dans le cadre du programme de sécurité aérienne du Service de gestion de la chaîne d'approvisionnement, dont 4 cours en salle (2 cours d'initiation à la sécurité aérienne, 1 cours sur la gestion des risques aériens et 1 cours sur l'évaluation des performances en matière d'inspection des aéronefs et les rapports d'évaluation des transporteurs), et facilitation de cours à distance sur la demande de missions

Visites d'évaluation de la sécurité aérienne dans 3 missions : 1 à la FINUL, 1 à la MANUI et 1 à l'UNFICYP

Fourniture d'un appui en matière de performances opérationnelles pour le programme de sécurité aérienne du Département de l'appui opérationnel, notamment par l'élaboration de modules Système de sécurité aérienne en remplacement du module Inspection et recommandations en matière d'aviation (base de données Lotus Notes)

Services d'opérations aériennes stratégiques

Définition des tâches et coordination et supervision de 100 % des opérations aériennes effectuées avec deux avions à fuselage large affectés au Centre stratégique des opérations aériennes à l'appui de la relève des contingents de toutes les missions de maintien de la paix

Contrôle et surveillance centralisés de 100 % des mouvements aériens stratégiques (jusqu'à 350 mouvements) au moyen du système mondial de suivi, l'objectif étant de maintenir une appréciation stratégique de la flotte et un contrôle efficace des coûts d'exploitation

Analyse coûts-avantages et sélection des aéronefs pour 100 % des opérations d'appui aérien stratégique demandées

99 % pour tous les cours obligatoires

3 Cours en salle ont été dispensés virtuellement (en direct), en raison de la pandémie de COVID-19 :

1 cours d'initiation à la sécurité aérienne, 1 cours sur le programme de sécurité aérienne des missions (à la place du cours sur la gestion des risques) et 1 cours d'initiation à la sécurité aérienne en salle virtuelle

Oui 89 groupes de formation en ligne ont été créés, offrant 992 cours aux membres du personnel de 13 missions épaulées par le Département du soutien opérationnel

Non Les visites d'évaluation de la sécurité de l'aviation n'ont pas été effectuées, en raison des restrictions liées à la COVID-19

Oui Un appui en matière de performances opérationnelles pour le programme de sécurité aérienne du Département a été fourni et la procédure de remplacement de la base de données a été menée à bien ; un module Prévention des accidents a été développé et mis en place ; l'élaboration de la version de bureau du module Assurance de la sécurité a été achevée ; des rapports sur le module Contrôle des normes de sécurité aérienne ont été établis

Oui Les tâches ont été définies et la coordination et la supervision ont été assurées pour la totalité des opérations aériennes effectuées avec 4 aéronefs à fuselage large et 5 aéronefs à fuselage étroit affectés au Centre stratégique des opérations aériennes à l'appui de la relève des contingents de toutes les missions de maintien de la paix

Oui La totalité des mouvements aériens stratégiques affectés au Centre stratégique des opérations aériennes ont été contrôlés et suivis centralement

Oui L'analyse coûts-avantages et la sélection des aéronefs ont été effectuées pour la totalité des opérations d'appui aérien stratégique affectées au Centre stratégique des opérations aériennes

Publication de 12 rapports assortis de tableaux de référence sur l'utilisation et le rendement des avions à large fuselage

Publication de 12 rapports sur l'utilisation de la flotte aérienne stratégique aux fins de la veille économique et de l'analyse des coûts

Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions et Services de la vérification des références

Facilitation de 260 examens des critères d'évaluation de nouveaux dossiers de recrutement et vacances de poste

Vérification des références de 1 000 candidats dont le recrutement a été demandé

Services de sécurité au travail

Organisation et présentation de 3 cours sur la sécurité et la santé au travail sur le terrain destinés au personnel des missions des Nations Unies

Réception et examen de 200 comptes rendus d'incidents concernant la sécurité au travail émanant de missions et de différents lieux d'affectation, puis enregistrement de ces comptes rendus dans le système d'information sur les

12 Rapports assortis de tableaux de référence ont été publiés

12 Rapports sur l'utilisation de la flotte aérienne ont été publiés

234 Examens des critères d'évaluation de nouveaux dossiers de recrutement et vacances de poste ont été réalisés

Le nombre de demandes d'examens reçues, inférieur aux prévisions, tient au ralentissement des recrutements et à la restriction de la mobilité, principalement en raison de la pandémie de COVID-19

978 Vérifications de références ont été effectuées, dont 176 à titre de contribution en nature au Centre mondial de services des ressources humaines des Nations Unies (réseau virtuel de spécialistes des ressources humaines des Nations Unies)

Le nombre de demandes de vérification de références reçues, inférieur aux prévisions, s'explique principalement par la restriction de la mobilité liée à la pandémie de COVID-19

Non Aucun cours n'a été proposé

Les cours ont été reportés en raison de la restriction des déplacements et de l'obligation de quarantaine liées à la pandémie COVID-19

Les ressources disponibles ont été utilisées pour élaborer une formation en ligne sur le signalement des incidents qui a été mise à disposition sur la plateforme SharePoint de la Cellule chargée de la sécurité et de la santé au travail. Cette formation ne saurait toutefois remplacer entièrement le programme de formation en salle existant, car la plupart des cours sur la sécurité et la santé au travail nécessitent des exercices pratiques et des simulations à réaliser en personne

59 Comptes rendus d'incidents concernant la sécurité au travail ont été reçus des 14 missions qui ont rejoint le programme de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain, et consignés

incidents touchant à la sécurité au travail du Département de l'appui opérationnel

Réalisation de 1 évaluation complète des risques en matière de sécurité au travail sur les lieux de travail de la Base de soutien logistique, puis élaboration et mise en œuvre d'un plan de mesures correctrices

Poursuite de la coordination et de l'échange d'informations techniques avec la Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail du Département de l'appui opérationnel et son responsable de la sécurité sur le terrain et directeur de programme, au moyen d'au moins 52 activités de coordination ou comptes rendus par an, par courrier électronique, téléconférence, visioconférence, soumission de rapports ou communication d'informations, et élaboration de 1 rapport statistique annuel sur les incidents concernant la sécurité au travail signalés par le Département de l'appui opérationnel, les opérations hors Siège et les différents lieux d'affectation

Définition d'au moins 6 normes opérationnelles et techniques relatives à la sécurité et à la santé au travail par an

Réalisation d'enquêtes, mise en place de commissions d'enquête et interventions en cas d'incident ou d'événement lié à la sécurité et à la santé au travail, au moins une fois par an, selon la survenance d'incidents ou événements justifiant de tels services d'appui

Entretien de sites Web et de plateformes de médias sociaux portant sur la sécurité et la santé au travail, y compris la communication opérationnelle et technique avec le réseau de praticiens de la sécurité et de la santé au travail, au moyen d'au moins 12 mises à jour ou mises à niveau de site Web ou de plateforme de médias sociaux, ou d'activités s'y rapportant, notamment la publication, la communication ou la diffusion de renseignements sur des questions connexes

Fourniture, au Secrétariat et aux opérations hors Siège des Nations Unies, de services d'appui technique, à distance ou sur place, sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de santé et de sécurité au travail

Ce produit, inférieur aux prévisions, s'explique par le fait que la pandémie de COVID-19 a réduit la présence sur le lieu de travail et, par conséquent, le nombre d'incidents liés au travail

1 Évaluation des risques de sécurité au travail a été réalisée

60 Activités de coordination ont été menées avec les directeurs des programmes de sécurité au travail

1 Rapport statistique annuel sur les incidents concernant la sécurité au travail signalés par le Département de l'appui opérationnel, les opérations hors Siège et les différents lieux d'affectation a été élaboré

6 Normes opérationnelles et techniques relatives à la sécurité et à la santé au travail ont été définies

Non Aucune enquête ni aucune intervention n'a été menée et aucune commission d'enquête n'a été mise en place, car aucune demande d'appui à cet effet n'a été reçue

12 Sites Web et plateformes de médias sociaux ont été régulièrement gérés et mis à jour

Oui Des services d'appui technique ont été fournis, à distance, à 15 missions

Réalisation escomptée 1.2 : Services internes rapides, efficaces, efficients et responsables

Indicateurs de succès prévus

1.2.1 Pourcentage annuel moyen de postes autorisés soumis à recrutement international qui ne sont pas pourvus, hors unités hébergées, dans la fourchette visée (2018/19 : 21 % ; 2019/20 : 15,5 % ; 2020/21 : 15 % $\pm$ 3 %)

1.2.2 Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2018/19 : 29 % ; 2019/20 : 35 % ; 2020/21 : $\geq$ 41 %)

1.2.3 Nombre moyen de jours nécessaires à la sélection des candidats recrutés sur une liste de réserve pour les postes soumis à recrutement international (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : sans objet ; 2020/21 : $\leq$ 78 jours civils à partir de la publication des avis de vacance pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7)

1.2.4 Nombre moyen de jours nécessaires à la sélection des candidats recrutés par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection des candidats, pour tous les postes soumis à recrutement international (2018/19 : 119 jours civils ; 2019/20 : 169 jours civils ; 2020/21 : $\leq$ 120 jours civils à partir de la publication des avis de vacance pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7)

1.2.5 Score global sur le tableau de bord d'évaluation environnementale du Département de l'appui opérationnel (2018/19 : 87 % ; 2019/20 : 87 % ; 2020/21 : 100 %)

1.2.6 Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés dans les délais fixés en fonction du degré de gravité

Indicateurs de succès effectifs

En moyenne, 11,1 % des postes autorisés soumis à recrutement international, hors unités hébergées, étaient vacants

Le taux de vacance plus faible que prévu est dû à l'intégration tardive, pendant l'exercice 2020/21, du personnel sélectionné au cours de 2019/20, en raison de la restriction des déplacements liée à la COVID-19

Le pourcentage annuel de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international s'est établi à 28 %

Une action a été menée auprès des femmes, au moyen de campagnes sur les réseaux sociaux et par l'intermédiaire de réseaux et d'associations, pour leur faire connaître l'existence de ces emplois et attirer des candidates

Le nombre moyen de jours nécessaires à la sélection des candidats recrutés sur une liste de réserve pour les postes soumis à recrutement international s'est établi à 81

Ce nombre de jours plus élevé que prévu s'explique par la restriction des déplacements liée à la COVID-19

Contrairement aux missions, la Base de soutien logistique des Nations Unies, centre de services, n'est pas habilitée à publier des avis de vacance de poste pour lesquels les recrutements se font à partir de listes de réserve

Le nombre moyen de jours nécessaires à la sélection des candidats recrutés par voie d'avis de vacance de poste spécifiques s'est établi à 244

Ce nombre de jours supérieur aux prévisions est imputable aux cas où le candidat sélectionné a décliné l'offre, ce qui a nécessité la sélection du candidat suivant

88 %

Bien que la performance environnementale de la Base de soutien logistique soit stable et que le score soit très bon dans les domaines de l'eau et de la production de déchets, le score global a été inférieur aux prévisions principalement en raison de la forte demande d'électricité par personne, due essentiellement à la fourniture de services à d'autres missions et au fait que certains indicateurs de processus n'ont pas été totalement réalisés, surtout ceux fixés dans les plans de protection des ressources en eau et de gestion de l'énergie

Objectif atteint. 92 % des problèmes ont été réglés dans les délais fixés

(grave, moyennement grave, pas grave) (2018/19 : 85 % ; 2019/20 : 81 % ; 2020/21 : > 85 %)

1.2.7 Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 100 %)

La politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain a été respectée à 95 %

L'écart tient au fait que l'un des indicateurs de performance concernant le programme de sécurité et de santé au travail n'a été réalisé que partiellement : les réunions du comité chargé de la sécurité et de la santé au travail à la Base de soutien logistique n'ont pas eu lieu tous les trimestres comme prévu, en raison de la réduction de l'activité opérationnelle due à la pandémie de COVID-19

1.2.8 Score global concernant l'indice de performance en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs de résultats clefs sur 2 000 (2018/19 : 1 867 ; 2019/20 : 1 645 ; 2020/21 : $\geq$ 1 800)

Objectif atteint. L'indice de performance en matière de gestion du matériel était une moyenne de 1 806 points pour les deux inventaires gérés (les stocks de la Base de soutien logistique et les stocks pour déploiement stratégique)

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :		Observations
	oui, non ou nombre		

Amélioration des services

Mise en œuvre du plan d'action pour l'environnement à l'échelle de la Base de soutien logistique (2020/21), conformément à la stratégie environnementale de l'Organisation pour les missions

Oui Le plan d'action pour l'environnement à l'échelle de la Base (2020/21) a été mis en œuvre

Appui à la mise en œuvre de la stratégie et du plan de gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui aux missions

Oui Un appui a été apporté à la mise en œuvre de la stratégie et du plan de gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui aux missions

Audit, contrôle des risques et conformité

Application des recommandations acceptées par la direction, formulées par le Bureau des services de contrôle interne et devant être mises en œuvre d'ici à la fin de l'année (31 décembre) ou formulées par le Comité des commissaires aux comptes au cours d'exercices budgétaires antérieurs mais pas encore appliquées

50 % des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne et devant être mises en œuvre avant le 31 décembre 2020 avaient été appliquées à la fin de l'année

L'écart est dû au fait que la recommandation relative aux stocks stratégiques pour déploiement est toujours en cours d'application

44 % des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes lors d'exercices précédents sont en cours d'application et appellent des mesures supplémentaires de la part de bureaux situés en dehors de la Base de soutien logistique (5 recommandations sur 20 pour 2018, 1 sur 7 pour 2019, et 12 sur 14 pour 2020 sont toujours en cours d'application)

Budget, finance et communication de l'information

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 62,8 millions de dollars

Établissement de la version définitive des états financiers annuels de la Base de soutien logistique des Nations Unies, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

Oui Des services budgétaires, financiers et comptables ont été fournis concernant un budget approuvé de 62,1 millions de dollars

Oui La version définitive des états financiers annuels a été dûment établie, conformément aux normes IPSAS et au Règlement financier et aux règles de gestion financière

Personnel civil

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines, notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'élaboration du budget et la gestion de la performance, à un effectif maximal de 447 membres du personnel civil (139 recrutés sur le plan international, 306 recrutés sur le plan national et 2 temporaires) ainsi que 3 titulaires de postes extrabudgétaires, 4 membres du personnel du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies, 10 collaborateurs chargés de la gestion des données personnelles et des données de base dans Umoja, 3 membres du personnel du Département de la sûreté et de la sécurité et 6 titulaires d'autres postes (2 postes d'ingénieure, financés par l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix (extrabudgétaires), 1 poste d'assistant(e) administratif(ve) financé par le Gouvernement allemand, 1 poste de spécialiste du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, 1 poste de spécialiste hors classe de la réforme du secteur de la sécurité, et 1 poste d'ingénieur(e) écologue)

Organisation de formations dispensées en cours de mission à l'intention de 438 membres du personnel civil et soutien à la formation hors mission de 138 membres du personnel civil

Appui au traitement de 34 demandes de voyage dans la zone de la mission et de 118 demandes de voyage en dehors de cette zone à des fins autres que la formation, ainsi que de 138 demandes de voyage à des fins de formation présentées par des membres du personnel civil

Oui Des services de gestion des ressources humaines ont été fournis à un effectif moyen de :
410 membres du personnel civil,
à 3 titulaires de postes extrabudgétaires,
à 4 membres du personnel du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies,
à 10 collaborateurs chargés de la gestion des données personnelles et des données de base dans Umoja,
à 2 membres du personnel du Département de la sûreté et de la sécurité,
à 1 spécialiste hors classe de la réforme du secteur de la sécurité,
à 2 ingénieures dont les postes sont financés par l'Initiative Elsie,
et à 1 spécialiste du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

Oui Des activités de formation ont été organisées en cours de mission à l'intention de 260 membres du personnel civil
Il n'y a pas eu d'appui au personnel civil à des fins de formation hors mission en raison de la restriction des déplacements et de l'obligation de quarantaine imposées par la COVID-19

Oui Un appui au traitement des demandes a été apporté pour 12 demandes de voyage dans la zone de la mission et 19 demandes de voyage en dehors de cette zone à des fins autres que la formation. Il n'y a pas eu de demandes d'autorisation de voyage à des fins de

formation pour des membres du personnel civil

L'écart dans le nombre de demandes d'autorisation de voyage s'explique principalement par la restriction des déplacements découlant de la pandémie de COVID-19

Déontologie et discipline

Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline pour tous les membres du personnel, mettant l'accent sur la prévention et comprenant formation, suivi des enquêtes et mesures disciplinaires

Oui Le programme de déontologie et de discipline a été mis en œuvre

232 fonctionnaires et 56 membres du personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, y compris des membres d'unités hébergées, ont assisté à un exposé portant sur la nouvelle circulaire du Secrétaire général relative à la lutte contre la discrimination, au harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et à l'abus d'autorité ([ST/SGB/2019/8](#)) au cours de 12 sessions

Technologies géospatiales, informatique et télécommunications

Fourniture de 110 radios portatives, 15 radios mobiles pour véhicules et 15 radio fixes, ainsi que de l'appui connexe

150 Radios portatives, ainsi que l'appui connexe, ont été fournis

17 Radios mobiles pour véhicules, ainsi que l'appui connexe, ont été fournis

15 Radios fixes, ainsi que l'appui connexe, ont été fournis

Le nombre plus élevé que prévu de radios et de services d'appui connexe fournis tient à la délivrance de radios supplémentaires pour la communication critique pendant la pandémie

Exploitation et gestion d'un réseau permettant la communication par téléphone, télécopie et visioconférence et l'échange de données, notamment 1 standard téléphonique groupé et 2 liaisons hertziennes, gestion de 3 forfaits de téléphonie mobile, et gestion de 2 réseaux locaux et fourniture de l'appui connexe dans 2 sites

Oui 1 réseau permettant la communication par téléphone, télécopie et visioconférence et l'échange de données, notamment 1 standard téléphonique groupé, 2 liaisons hertziennes, 3 forfaits de téléphonie mobile et 2 réseaux locaux, a été exploité et géré dans 2 sites

Fourniture de 1 268 dispositifs informatiques (ordinateurs portables, infrastructures de bureau virtuel et tablettes) et de l'appui connexe à un effectif moyen de 1 027 utilisateurs finaux civils, personnel contractuel compris, ainsi que dans les salles de formation et de conférence

Oui 1 503 dispositifs informatiques ont été fournis et 998 utilisateurs finaux civils ont reçu un appui connexe

Le nombre de dispositifs informatiques a été plus élevé que prévu du fait de l'abandon des postes de travail virtualisés au profit de postes de travail non virtualisés à Brindisi et de l'écart en ce qui concerne le nombre de clients pris en charge

Appui et maintenance pour 2 réseaux locaux internes sur 2 sites (Brindisi et Valence) et 287 sites de réseau étendu

Oui L'appui et la maintenance ont été assurés pour 2 réseaux locaux internes sur 2 sites et 251 sites de réseau étendu

Le nombre de sites de réseau étendu est inférieur aux prévisions en raison de la réduction des effectifs de missions

Services relatifs aux installations, aux infrastructures et au génie

Services d'entretien et de réparation portant sur 76 bâtiments répartis entre 2 sites

Oui 76 bâtiments répartis entre 2 sites ont bénéficié de services d'entretien

Mise en œuvre des projets de construction, de rénovation et de transformation (9 à Brindisi et 2 à Valence) approuvés pour 2 sites

Oui Des projets de construction, de rénovation et de transformation approuvés pour 2 sites sont en cours de mise en œuvre : les procédures d'invitation à soumissionner ont été menées à bien pour 2 projets, et 3 projets ont été annulés en raison de la réaffectation des ressources pour couvrir le déficit budgétaire prévu au titre du personnel civil

Exploitation et entretien de 6 groupes électrogènes appartenant à l'ONU, de 3 systèmes d'alimentation ininterrompue au diesel et de 4 centrales solaires, en plus des contrats souscrits auprès de fournisseurs locaux d'électricité, dans 2 sites

Oui 6 groupes électrogènes appartenant à l'ONU, 3 systèmes d'alimentation ininterrompue fonctionnant au diesel et 4 centrales solaires ont été exploités et entretenus

Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau appartenant à l'ONU (1 trou de forage à Brindisi), en plus des contrats souscrits auprès de fournisseurs locaux

Non Le trou de forage n'a pas été remis en état pour des raisons administratives : les services d'entretien qui étaient prévus n'ont donc pas été effectués

Fourniture de services de gestion des déchets, y compris la collecte et l'élimination des déchets liquides et solides, dans 2 sites

Oui Des services de gestion des déchets, y compris la collecte et l'élimination des déchets liquides et solides, ont été fournis dans 2 sites

Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres, de lutte phytosanitaire et de blanchisserie dans 2 sites, et de services de restauration dans 2 sites

Oui Des services de nettoyage, d'entretien des périmètres, de lutte phytosanitaire et de blanchisserie ont été fournis dans 2 sites, et des services de restauration dans 2 sites

Gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 121 000 litres de carburant (65 000 pour les transports terrestres et 56 000 pour les groupes électrogènes et autres installations) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage de Brindisi

97 564 Litres de carburant ont été livrés et stockés (68 000 pour les transports terrestres et 29 564 pour les groupes électrogènes et autres installations)

La consommation de carburant, inférieure aux prévisions, tient à la réduction de l'activité en raison de la pandémie de COVID-19

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Aide à la planification et à la recherche de fournisseurs pour l'achat de biens et de produits d'un montant estimatif de 4,9 millions de dollars, dans les limites des pouvoirs délégués

3,3 millions de dollars De biens et de produits qu'il s'agissait d'acheter, dans les limites des pouvoirs délégués, ont fait l'objet d'une aide à la planification et à la recherche de fournisseurs

Réception, gestion et distribution de 25 000 kg de marchandises au maximum dans la zone de la mission	97 324 kg	De marchandises, en moyenne, par semaine, ont été reçues, gérées et distribuées Ce produit, plus élevé que prévu, tient à la forte hausse du matériel de protection individuelle, des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux achetés, stockés et livrés aux clients, en raison de la pandémie de COVID-19
Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total compris entre 190 et 240 millions de dollars, et communication de l'information y relative	Oui	La gestion et la comptabilisation des immobilisations corporelles et des stocks avec ou sans valeur marchande, d'une valeur capitalisée de 213,5 millions de dollars, ont été effectuées et l'information y relative a été communiquée
Gestion des véhicules et services de transport terrestre		
Exploitation et entretien de 134 véhicules, remorques et accessoires appartenant à l'ONU, de 1 atelier et centre de réparation, et fourniture de services de transport et de navette dans 2 sites	Oui	134 véhicules, remorques et accessoires appartenant à l'ONU, 1 atelier et 1 centre de réparation ont été exploités et entretenus, et des services de transport et de navette ont été fournis dans 2 sites
Services médicaux		
Exploitation et entretien de 1 dispensaire de niveau I appartenant à l'ONU	Oui	1 dispensaire de niveau I appartenant à l'ONU a été exploité et entretenu
Fourniture au personnel civil et aux visiteurs et stagiaires de l'ONU à Brindisi de 1 500 consultations avec un infirmier ou une infirmière (évaluation et traitement, consultations de médecine des voyages et orientation vers des services de soins spécialisés si nécessaire)	2 017	Consultations avec un infirmier ou une infirmière ont eu lieu Les consultations supplémentaires sont liées à la pandémie de COVID-19
Réalisation de 1 évaluation des risques pour la santé de dangers liés au travail tels que le bruit, les problèmes d'ergonomie ou les agents chimiques et biologiques (enquête, dépistage et plan d'action)	Oui	1 évaluation des risques pour la santé de dangers liés au travail a été réalisée (évaluation des risques liés à l'occupation des bâtiments compte tenu de l'épidémie de COVID-19)
Réalisation de 1 campagne de promotion de la santé, par exemple sur la santé cardiovasculaire, le diabète, la santé mentale ou la santé des femmes	Oui	1 campagne de promotion de la santé a été menée en relation avec l'épidémie de COVID-19 (évaluation des risques en matière de santé mentale parmi le personnel de la Base de soutien logistique)
Services de sûreté et de sécurité		
Prestation de services de sécurité aux membres du personnel et aux personnes à leur charge qui y ont droit, et prestation des services nécessaires pour que les programmes et les activités des organismes des Nations Unies situés à Brindisi et à Valence puissent se dérouler dans de bonnes conditions de sécurité physique et matérielle	Oui	La totalité des services de sécurité ont été fournis aux membres du personnel et aux personnes à leur charge qui y ont droit, ainsi que les services nécessaires pour que les programmes et les activités des organismes des Nations Unies situés à Brindisi et à Valence

puissent se dérouler dans de bonnes conditions de sécurité physique et matérielle

Gestion de l'environnement

Maintien de la certification ISO 14001:2015 (Système de management environnemental) de la Base de soutien logistique

Oui La certification ISO a été maintenue

Fourniture d'orientations concernant les domaines techniques (énergie, eau et eaux usées et déchets solides) de la stratégie environnementale du Département de l'appui opérationnel destinée aux missions, y compris au moyen d'au moins 30 visioconférences organisées avec les personnes compétentes des missions

35 Visioconférences ont été organisées et des orientations concernant les domaines techniques ont été fournies

Réalisation escomptée 1.3 : Fourniture aux missions de maintien de la paix et aux autres missions, par les unités hébergées, d'un appui en matière de maintien de l'ordre, d'état de droit et de formation

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.3.1 Traitement des demandes de déploiement par la Force de police permanente dans les 7 jours ouvrables suivant leur réception (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 100 %)

Objectif atteint. La totalité des demandes de déploiement par la Force de police permanente ont été traitées dans les 7 jours ouvrables suivant leur réception

1.3.2 Déploiement rapide des fonctionnaires ou équipes de la Force de police permanente dans les 21 jours ouvrables suivant l'approbation (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 92 % ; 2020/21 : 80 %)

Objectif atteint. Le déploiement rapide des fonctionnaires ou équipes de la Force de police permanente a eu lieu dans les 21 jours ouvrables suivant l'approbation dans 100 % des cas

1.3.3 Application satisfaisante des conditions convenues de déploiement par la Force de police permanente (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 90 %)

Objectif atteint. Les conditions convenues de déploiement par la Force de police permanente ont été respectées dans 100 % des cas

1.3.4 Déploiement des fonctionnaires du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires dans les opérations nouvelles, modifiées ou en transition dans les 30 jours suivant l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité ou la demande formulée par ce dernier (2018/19 : 92 % ; 2019/20 : 89 % ; 2020/21 : 90 %)

Objectif atteint. La totalité des déploiements ont été effectués dans les 30 jours suivant l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité ou la demande formulée par ce dernier

1.3.5 Application satisfaisante des conditions convenues de déploiement du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 90 % ; 2020/21 : 90 %)

Objectif atteint. Les conditions convenues de déploiement du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires ont été respectées dans 100 % des cas

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Force de police permanente		
10 missions d'assistance auprès de composantes Police d'opérations de soutien à la paix existantes en vue d'aider au renforcement des capacités et aux activités opérationnelles des services nationaux de maintien de l'ordre	10	Missions d'assistance ont été mises en place auprès des composantes Police du BINUGBIS, de la MONUSCO (3), de la MINUSCA, du BINUH, de la MINUATS, de la MINUSMA, de la MINUAD et de l'UNOWAS
Création ou renforcement des composantes Police de 2 nouvelles missions ou réduction des effectifs/liquidation des composantes Police de missions existantes	2	Activités ont été mises en place au titre de l'appui à la transition à la composante Police de la MINUSS et du soutien au démarrage du Groupe consultatif sur les questions de police de la MINUATS
Conduite de 4 missions d'évaluation visant à appuyer les opérations de maintien de la paix	4	Missions d'évaluation ont été conduites : à la MANUL, à la MINUSS, au BRENUAC et à la MINUAD
Appui à 2 pays qui fournissent du personnel de police, y compris dans leurs propres centres de formation aux opérations de paix, afin de préparer leurs policiers à la mise en œuvre du cadre d'orientation stratégique après leur déploiement	3	Pays fournisseurs de personnel de police (Angola, Maldives et Zambie) ont reçu un appui sous la forme d'une formation sur les droits humains en temps de COVID-19 dispensée à leurs policiers Les pays fournisseurs de personnel de police ont également bénéficié d'une aide à l'élaboration de programmes de formation pour des modules de formation spécialisée et de formation propre à certains emplois
Organisation de 1 programme de formation à l'intention des missions sur l'état de droit et d'autres questions interdisciplinaires	2	Programmes de formation sur l'état de droit ont été organisés : un atelier sur la sécurité des élections à l'intention de la MINUSCA et un atelier de perfectionnement à l'intention des policiers hors unités constituées à la MINUSS et à la MINUSCA
Participation à 4 conférences internationales annuelles de forces de police sur le maintien de la paix et les questions de police connexes	5	Conférences internationales annuelles de forces de police
Participation à 14 programmes de formation des membres de la Force de police permanente au maintien de la paix et au perfectionnement de techniques de police spécialisées en vue de répondre à la demande croissante d'appui technique opérationnel	15	Programmes de formation au maintien de la paix et au perfectionnement de techniques de police utiles
Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires		
6 déploiements de 3 mois au maximum dans des opérations de paix en vue de renforcer les composantes judiciaires et pénitentiaires	7	Déploiements ont été effectués, auprès de la MINUAD, de la MINUSCA, de la MONUSCO (2), de la MINUSMA (2) et du BINUH

5 missions d'analyse et d'évaluation opérationnelles en appui aux composantes judiciaires et pénitentiaires sur le terrain

Organisation d'activités d'information, dont 4 articles publiés et 3 visites effectuées, auprès d'autres entités à déploiement rapide ou organisations internationales

Élaboration et publication de 8 rapports de fin de mission, de visite ou d'évaluation permettant de fournir des données actualisées sur les résultats obtenus et leurs effets et de mettre en lumière des recommandations stratégiques et mesures de suivi à prendre à l'issue du déploiement dans les missions

2 Missions d'analyse et d'évaluation opérationnelles ont été menées à bien auprès de la MANUL et du BRENUAC

D'autres missions n'ont pu avoir lieu en raison de la restriction des déplacements liée à la COVID-19

19 Activités d'information ont été organisées : 17 publications sur les médias sociaux et 2 visites virtuelles (1 pour le dixième anniversaire du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et 1 à l'occasion d'une réunion du Groupe consultatif pour les questions stratégiques de police)

Il n'y a pas eu de visites physiques en raison de la restriction des déplacements liée à la COVID-19

8 Rapports de fin de mission ont été élaborés et distribués à l'issue de visites à la MINUAD (2), à la MONUSCO (2), à la MINUSCA, à la MANUL, à la MINUSMA et au BINUH

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021)

Catégorie	Montant alloué			Dépenses			Écart	
	Brindisi	Valence	Total	Brindisi	Valence	Total	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7) = (3) - (6)	(8) = (7)/(3)
Personnel civil								
Personnel recruté sur le plan international	18 836,8	1 779,9	20 616,7	19 807,1	1 871,5	21 678,6	(1 061,9)	(5,2)
Personnel recruté sur le plan national	18 920,1	1 327,7	20 247,8	20 986,8	1 472,7	22 459,5	(2 211,7)	(10,9)
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	422,8	—	422,8	283,1	—	283,1	139,7	33,0
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—	—	—	—	—
Total partiel	38 179,7	3 107,6	41 287,3	41 077,0	3 344,2	44 421,2	(3 133,9)	(7,6)
Dépenses opérationnelles								
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	163,6	7,2	170,8	122,3	—	122,3	48,5	28,4
Voyages officiels	441,3	46,7	488,0	93,4	11,5	104,9	383,1	78,5
Installations et infrastructures	4 510,3	1 297,0	5 807,3	4 219,2	1 185,7	5 404,9	402,4	6,9
Transports terrestres	363,5	20,0	383,5	299,9	9,2	309,1	74,4	19,4
Opérations aériennes	6,4	—	6,4	4,2	—	4,2	2,2	34,4
Opérations maritimes ou fluviales	—	—	—	—	—	—	—	—
Communications et informatique	6 501,0	6 330,1	12 831,1	5 555,1	5 268,7	10 823,8	2 007,3	15,6
Santé	81,2	—	81,2	63,5	1,5	65,0	16,2	20,0
Matériel spécial	—	—	—	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	866,8	135,8	1 002,6	742,4	55,3	797,7	204,9	20,4
Projets à effet rapide	—	—	—	—	—	—	—	—
Total partiel	12 934,1	7 836,8	20 770,9	11 100,0	6 531,9	17 631,9	3 139,0	15,1
Montant brut	51 113,8	10 944,4	62 058,2	52 177,0	9 876,1	62 053,1	5,1	—
Recettes provenant des contributions du personnel	5 674,9	467,1	6 142,0	6 362,3	521,6	6 883,9	(741,9)	(12,1)
Montant net	45 438,9	10 477,3	55 916,2	45 814,7	9 354,5	55 169,2	747,0	1,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	51 113,8	10 944,4	62 058,2	52 177,0	9 876,1	62 053,1	5,1	—

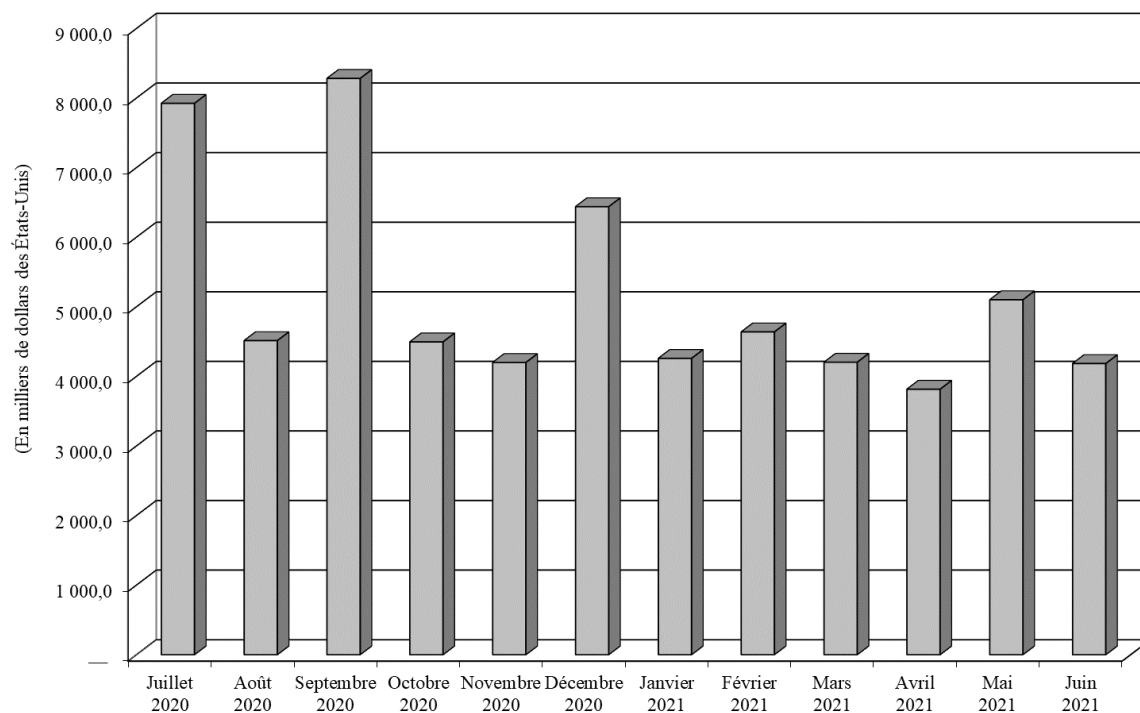
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Répartition initiale du montant approuvé	Montants réaffectés	Répartition révisée
I. Militaires et personnel de police	—	—	—
II. Personnel civil	41 287,3	3 133,9	44 421,2
III. Dépenses opérationnelles	20 770,9	(3 133,9)	17 637,0
Total	62 058,2	—	62 058,2
Pourcentage de réaffectations			5,0

67. Au cours de l'exercice considéré, des fonds de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) ont été réaffectés à la catégorie II (Personnel civil), notamment parce que les dépenses liées aux traitements du personnel recruté sur le plan national et aux indemnités de poste du personnel recruté sur le plan international ont été supérieures aux prévisions, en raison de la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro, conjuguée à des taux de vacance réels moyens inférieurs aux taux de vacance approuvés pour les effectifs recrutés sur les plans national et international.

C. Évolution des dépenses mensuelles



68. L'augmentation des dépenses enregistrée en juillet, septembre et décembre 2020 tient pour l'essentiel aux engagements contractés pour des activités importantes relatives aux installations et infrastructures, ainsi qu'aux services de soutien et de maintenance du matériel informatique. La baisse des dépenses constatée entre janvier et juin 2021 s'explique par les mesures prises par la Base de soutien logistique des

Nations Unies pour réduire les dépenses opérationnelles ; il a fallu en effet réaffecter les ressources pour couvrir le déficit prévu au titre du personnel civil.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	76,1
Produits divers ou accessoires	22,9
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	173,4
Total	272,4

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par le mémorandum d'accord ^a	5 654,9
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
Total	5 654,9

^a Correspond à la valeur des bâtiments à usage de bureaux, ateliers, entrepôts et terrains non bâtis mis à disposition par le Gouvernement italien (3 212 737 dollars) et des bâtiments à usage de bureaux, bâtiments fonctionnels et terrains non bâtis mis à disposition par le Gouvernement espagnol (2 442 139 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>
Personnel recruté sur le plan international	(1 061,9) (5,2 %)

69. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro ; b) le taux de vacance effectif moyen (15,1 %) inférieur au taux prévu dans le budget (16,0 %). Au cours de l'exercice 2020/21, le taux de change moyen effectif s'est établi à 0,841 euro pour 1 dollar des États-Unis, contre un taux de change prévu de 0,896 euro pour 1 dollar (dépréciation de 6,1 % du dollar face à l'euro), ce qui a eu une incidence sur les coefficients d'ajustement : le coefficient effectif moyen appliqué pour Brindisi a été supérieur à celui prévu dans le budget approuvé pour l'exercice 2020/21 (31,0 % contre 23,9 %) et le coefficient effectif moyen appliqué pour Valence a été supérieur à celui budgétisé (35,0 % contre 25,3 %). Le dépassement global de crédits a été compensé en partie par le fait que les dépenses communes de personnel ont été moins élevées que prévu,

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

notamment du fait que les restrictions de circulation liées à la COVID-19 ont limité la réinstallation du personnel et les voyages pour congé dans les foyers.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(2 211,7)	(10,9 %)

70. Le dépassement de crédits s'explique principalement par la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro. Au cours de l'exercice 2020/21, le taux de change moyen effectif s'est établi à 0,841 euro pour 1 dollar des États-Unis, contre un taux de change prévu de 0,896 euro pour 1 dollar (dépréciation de 6,1 % du dollar face à l'euro), ce qui s'est traduit par une hausse des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan national, dont la rémunération est versée en euro.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	139,7	33,0 %

71. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que le taux moyen effectif de vacance de postes enregistré entre juillet et novembre 2020 a été supérieur aux prévisions (50 % contre un taux budgétisé de 0 %).

	<i>Écart</i>	
Consultants et services de consultants	48,5	28,4 %

72. La sous-utilisation des crédits s'explique par le fait qu'il a été moins nécessaire de faire appel à des consultants indépendants, ce qui tient principalement, d'une part, au report des activités de formation en présentiel à la faveur des restrictions de déplacement liées à la COVID-19 et, d'autre part, au remplacement des services de consultants par les services d'un vacataire dans le cadre de projets prioritaires visant à faire avancer la mise en œuvre de la stratégie environnementale dans les piliers de l'énergie, de l'eau et des eaux usées et de la gestion des déchets solides à l'appui des opérations de paix.

	<i>Écart</i>	
Voyages officiels	383,1	78,5 %

73. La sous-utilisation des crédits est imputable aux restrictions de circulation liées à la pandémie de COVID-19 et à la suspension des manifestations et des activités de formation qui en a découlé.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	402,4	6,9 %

74. La sous-utilisation des crédits tient principalement, d'une part, au fait que des fonds approuvés pour des projets d'aménagement et des services d'entretien des installations ont été réaffectés pour couvrir les dépassements de crédits au titre de la catégorie II (Personnel civil) et, d'autre part, au démarrage tardif de l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de location de photocopieuses (en lieu et place de l'acquisition de photocopieuses). Elle est en partie contrebalancée par la hausse des dépenses afférentes au matériel de génie, étant donné que les dispositifs d'extinction d'incendie, les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation et le matériel d'alimentation électrique sans interruption ont dû faire l'objet de travaux d'entretien et de réparation imprévus.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	74,4	19,4 %

75. La sous-utilisation des crédits tient, d'une part, au report des activités de formation pendant les périodes de confinement imposées face à la pandémie de COVID-19, qui a éliminé le besoin d'assurer le transport des bénéficiaires de ces formations, et, d'autre part, à la plus faible demande de pièces de rechange. Elle est en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu au titre des travaux de réparation et d'entretien qui avaient été reportés sur l'exercice 2020/21 en raison de la réduction des effectifs dans le sillage de la pandémie au cours du cycle budgétaire précédent.

	<i>Écart</i>	
Opérations aériennes	2,2	34,4 %

76. La sous-utilisation des crédits s'explique par des dépenses moins élevées que prévu au titre du suivi des aéronefs par satellite, ce qui a été en partie contrebalancé par l'engagement de dépenses non prévues dans le budget concernant des pièces de rechange pour des drones aériens.

	<i>Écart</i>	
Communications et informatique	2 007,3	15,6 %

77. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que des fonds consacrés au remplacement du matériel de maintenance réseau et à l'achat de pièces de rechange informatiques ont été réaffectés pour couvrir les dépassements de crédits prévus au titre de la catégorie II (Personnel civil). Par ailleurs, le nouveau contrat de location du matériel de stockage informatique n'est pas entré en vigueur au cours de l'exercice budgétaire comme prévu ; les modalités existantes régissant la location du matériel devant être remplacé ont été temporairement prorogées. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par une demande plus élevée que prévu à l'égard des services de communication mobile.

	<i>Écart</i>	
Santé	16,2	20,0 %

78. La sous-utilisation des crédits s'explique par le fait que des fonds approuvés pour la location de matériel médical ont été réaffectés pour couvrir les dépassements de crédits prévus au titre de la catégorie II (Personnel civil). Elle est en partie contrebalancée par des dépenses imprévues de 9 300 dollars imputables à l'achat de fournitures liées à la COVID-19, telles que des masques et des vaccins contre la grippe à destination du personnel de la Base de soutien logistique des Nations Unies.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	204,9	20,4 %

79. La sous-utilisation des crédits tient au fait que : a) des fonds approuvés pour les services de vacataires et les services de traduction ont été réaffectés pour couvrir les dépassements de crédits prévus au titre de la catégorie II (Personnel civil), ce qui a été toutefois contrebalancé en partie par le recours à un vacataire, au lieu de services de conseil, dans le cadre de projets de mise en œuvre de la stratégie environnementale ; b) les dépenses de fret ont été moins élevées que prévu en raison de la diminution des achats de pièces détachées, de matériaux, de matériel de génie

et de nouveaux équipements informatiques ; c) les activités de formation en présentiel ont été reportées. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par les pertes découlant de la réévaluation d'engagements non réglés au titre d'exercices antérieurs libellés dans d'autres monnaies.

V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

80. La valeur liquidative des stocks pour déploiement stratégique est passée de 37,1 millions de dollars au 30 juin 2020 à 33,6 millions de dollars au 30 juin 2021, soit une diminution de 9,5 %. Cette variation globale s'explique par une diminution de 6,9 millions de dollars de la valeur des véhicules, de 0,2 million de dollars de la valeur du matériel informatique et de 0,3 million de dollars de la valeur du matériel et de l'outillage, en partie contrebalancée par une hausse de 3,8 millions de dollars de la valeur des bâtiments préfabriqués et des modules à parois souples. Au 30 juin 2021, la reconstitution des fournitures demandées par les missions respectives et expédiées n'était pas encore terminée. En outre, une décision de l'Administration a été appliquée pour pousser à envisager sérieusement la reconstitution des stocks à hauteur de leur niveau initial, dans l'attente de la soumission du rapport sur la gestion des stocks pour déploiement stratégique et la révision du concept des opérations. Cela garantirait la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre le nouveau concept des opérations entériné par l'Assemblée générale et pour réduire le risque de fonder les niveaux de stocks stratégiques sur des hypothèses désuètes.

81. Bien que le dernier déploiement d'une mission de maintien de la paix ait eu lieu en 2014, les stocks pour déploiement stratégique conservent un rôle important dans la chaîne d'approvisionnement, car ils contribuent à répondre promptement à la montée en puissance des missions. Au cours de l'exercice 2020/21, ils ont permis de remédier rapidement aux pénuries mondiales de marchandises induites par la pandémie qui menaçaient le bon déroulement de certains projets. La baisse de 19,4 % de la valeur du matériel sorti des stocks par rapport au cycle précédent (29,4 millions de dollars contre 36,5 millions de dollars) s'explique en partie par le fait que les produits médicaux émanant des stocks stratégiques qui avaient été distribués en réponse aux besoins engendrés par la première vague de la pandémie de COVID-19 au cours de l'exercice 2019/20 sont devenus plus accessibles dans le monde. La Base de soutien logistique des Nations Unies a continué de procéder à la rotation des stocks pour déploiement stratégique afin d'éviter le vieillissement du matériel et de lutter contre l'obsolescence.

Valeurs liquidatives des stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Valeur liquidative au 30 juin 2020 (1)	Valeur liquidative au 30 juin 2021 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Bâtiments préfabriqués et modules à parois souples	5 653,3	9 497,6	3 844,3	68,0
Matériel informatique et matériel de communication	2 651,2	2 472,1	(179,1)	(6,8)
Mobilier et agencements	2,1	2,1	–	–
Matériel et outillage	4 585,1	4 254,3	(330,8)	(7,2)
Véhicules	24 203,0	17 330,4	(6 872,6)	(28,4)
Total	37 094,7	33 556,5	(3 538,2)	(9,5)

Ressources financières

82. Le montant total des fonds affectés aux stocks pour déploiement stratégique pour l'exercice 2020/21 était de 92,3 millions de dollars, dont 62,9 millions de dollars correspondant au solde des fonds de l'exercice précédent et 29,4 millions de dollars correspondant au montant nécessaire à la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique livrés à des missions de maintien de la paix, missions politiques spéciales et autres entités des Nations Unies.

83. Les montants nécessaires à la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique livrés aux missions et bureaux et les mouvements de fonds relatifs à ces stocks sont présentés dans les tableaux 4 et 5.

Tableau 4

Montants nécessaires à la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique livrés aux missions

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021)

<i>Destination</i>	<i>Montant</i>
Opérations de maintien de la paix	
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	8 359,8
Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei	3 680,4
Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie	3 273,1
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	3 138,6
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	2 466,0
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	2 034,8
Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	1 264,1
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	578,7
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	296,7
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	283,6
Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo	238,7
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	211,7
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	51,1
Centre de services mondial	19,4
Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)	2,7
Total partiel	25 899,4
Missions politiques spéciales, missions de consolidation de la paix et autres bénéficiaires	
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1 067,6
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	467,2
Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux	446,3
Office des Nations Unies à Nairobi	342,5
Bureau de la coordination des activités de développement	211,4
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	180,2
Département de la sûreté et de la sécurité	163,1
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	160,5

<i>Destination</i>	<i>Montant</i>
Commission économique pour l'Afrique	128,1
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	117,9
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	72,3
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	39,5
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	38,6
Office des Nations Unies à Vienne	24,8
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	19,4
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	18,0
Siège de l'Organisation des Nations Unies	16,5
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	15,1
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	3,7
Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	1,8
Total partiel	3 534,5
Montant total nécessaire à la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice	29 433,9

Tableau 5

Mouvements de fonds relatifs aux stocks pour déploiement stratégique et catégories de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021)

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Solde reporté de l'exercice 2019/20	62 857,0
Ajouter :	
Valeur des stocks livrés aux missions et fonds reconstitués en 2020/21	29 433,9
Déduction des autres produits et pertes (de change) en 2020/21	(319,7)
Déduire :	
Dépenses en 2020/21	(28 608,7)
Valeur totale	63 362,5
Catégorie de dépenses	
Installations et infrastructures	6 923,2
Opérations aériennes	941,3
Communications	130,0
Informatique	10,4
Fournitures, services et matériel divers	2 200,6
Transports terrestres	9 468,8
Santé	7 803,3
Opérations maritimes ou fluviales	1 130,9
Dépenses en 2020/21	28 608,5

VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

84. En ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 5 100 dollars ;

b) se prononce sur l'affectation des autres produits et le traitement des ajustements concernant l'exercice clos le 30 juin 2021, soit 272 400 dollars [produits des placements (76 100 dollars), produits divers ou accessoires (22 900 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (173 400 dollars)].

VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/295

(A/75/822/Add.10)

<i>Demande ou recommandation</i>	<i>Mesures prises</i>
Le Comité consultatif rappelle qu'il estime que l'Assemblée générale devrait disposer d'informations complètes et plus transparentes sur les services fournis aux différentes entités, les ressources nécessaires pour assurer la prestation de ces services et les différentes modalités de financement et de recouvrement des coûts, ainsi que sur la comptabilisation des recettes et des dépenses correspondantes (voir également A/74/737/Add.6 , par. 26) (par. 43).	Des détails sur les services fournis selon la méthode du recouvrement des coûts sont donnés aux paragraphes 56 à 60 et au tableau 3 du présent rapport. En outre, les premières estimations globales, les recettes perçues et les dépenses par catégorie sont également fournies dans un document complémentaire.
Le Comité consultatif est préoccupé par le faible niveau de représentation féminine à la Base de soutien logistique des Nations Unies et l'encourage à redoubler d'efforts pour améliorer l'équilibre entre les effectifs des deux sexes (par. 47).	Une action est menée, au moyen de campagnes sur les réseaux sociaux et par l'intermédiaire de réseaux et d'associations, pour mieux sensibiliser les femmes à l'existence de ces emplois et attirer des candidates. La Base de soutien logistique des Nations Unies continuera de promouvoir la sélection prioritaire de femmes à partir des listes restreintes. Elle redoublera d'efforts pour assurer la diffusion des offres d'emploi auprès d'un public plus large afin de pouvoir attirer davantage les candidatures féminines.